



# PRENEZ

le compteur prépayé.

Simple, Rapide et Sécurisé



ELECTRICITE DE GUINEE

Centre service client  
626 111 111



## Journal des Appels d'Offres & Offres d'Emplois



DNMP ONFPP



N°704 / LUNDI 28 OCTOBRE 2024

Hebdomadaire / [www.jaoguinee.com](http://www.jaoguinee.com)

Prix : 3000 GNF

### APPELS D'OFFRES



#### MINISTERE DE LA SANTE PRESES-AOC

- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/03
- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/04
- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/05
- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/06/07
- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/08/09



#### MINISTERE DE LA SANTE UAGCP

- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/07
- AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL.....P/09
- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/10
- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/10
- AVIS DE COMMUNICATION D'INFORMATION.....P/11



#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE/PATAG- EAJ

- AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT.....P/12

### Conseil



## Conseils aux jeunes filles sur les sorties en couple

### OFFRES D'EMPLOIS



**Jouez de manière responsable**

## Nos Missions

1. Protéger les mineurs
2. Protéger les intérêts des parieurs
3. Informer et sensibiliser sur le jeu responsable
4. Luter contre les sites illégaux et la fraude
5. Auditer les flux financiers du secteur des jeux
6. Organiser le secteur des jeux
7. Autoriser toutes formes des jeux
8. Contrôler le respect des lois et règlements
9. Surveiller le secteur des jeux et réglementer
10. Réguler la concurrence dans le secteur

Guinée



ELECTRICITE DE GUINEE



Avec le Compteur Prépayé,

vous payez ce que vous consommez !



Centre Service Client  
24h/7J 626 111 111

### CATALOGUE DE VENTE DE MACHINES D'OCCASIONS



CAT 345  
CAT 330

EC 360  
EC 290

D7H



Bureau + Directions :  
+224 625 25 30 30 / +224 625 25 30 50  
+224 625 25 30 41 BP : 3720 Coléah- Domino  
Auto-Route Condry



CONSEILS  
DU JOUR

Devenez le genre de personne avec qui vous aimeriez sortir en couple. Vous pouvez dès à présent travailler à acquérir les qualités qui vous rendront séduisante et intéressante.

Souriez ! Oui, souriez et soyez heureuse. Votre sourire sera contagieux et aidera les autres à apprécier votre compagnie.

Soyez en forme spirituellement. Faites des choses qui vous rapprocheront du Saint-Esprit afin que celui-ci soit votre compagnon constant.

Soyez en forme physiquement. Prenez grand soin de votre corps, soyez active et adoptez des habitudes alimentaires saines. Ayez une tenue vestimentaire correcte.

Cultivez vos centres d'intérêts et vos talents. Obtenez toute l'instruction que vous pouvez. Vous pouvez lire de bons livres, écouter de la bonne musique, connaître les événements d'actualité ou apprendre une autre langue.

Comportez-vous comme une fille de Dieu. Ne soyez pas effrontée, brailarde, impertinente ou suggestive. Vous avez peut-être vu ce genre de comportement dans les films mais il convient mal à une jeune fille qui comprend qu'elle est enfant de Dieu.

Améliorez votre comportement social. Soyez gentille, accueillante et attentive aux besoins des autres. Exercez-vous à l'art de la communication personnelle. Apprenez l'art de la bienséance et des bonnes manières. Tout cela vous aidera à devenir quelqu'un que l'on aime fréquenter.

Intéressez-vous aux gens. Montrez de l'intérêt pour les autres et pour les choses qu'ils aiment faire. Posez des questions qui les aideront à se sentir à l'aise et vous permettront de les connaître mieux.

Fixez des limites. Ne permettez pas à d'autres de profiter de vous. Conservez votre pureté.

Respectez les principes énoncés dans Jeunes, soyez forts. N'hésitez pas à en parler aux personnes avec qui vous sortez. Ne faites d'entorses à vos principes pour personne. Si une personne attend cela de vous, elle n'est pas digne de votre amitié ni de votre compagnie.

Aidez les gens à devenir aussi bons qu'ils le peuvent. Rendez-les meilleurs

# Conseils aux jeunes filles sur les sorties en couple

par le fait qu'ils sont sortis avec vous. Même si vous n'avez pas beaucoup d'occasions de sortir en couple, vous pouvez sourire et vous faire de nouveaux amis. Choisissez d'être optimiste. Même une sortie décevante peut vous aider à progresser. Les gens que vous rencontrez peuvent tous enrichir votre vie et vous pouvez être une bénédiction pour eux en partageant avec eux ce que vous avez de meilleur.

Choisissez avec sagesse les gens avec qui vous sortez

Les sorties en couple sont l'occasion de connaître des jeunes hommes en vue d'un mariage futur. Soyez prudentes en ce qui concerne ceux avec qui vous choisissez de sortir. Quand vous songez à sortir avec un jeune homme, assurez-vous qu'il a des principes élevés et qu'il vous aidera toujours à vivre l'Évangile de Jésus-Christ. Voici des questions à vous poser :

A-t-il un caractère fort et bon ?

Est-il digne de confiance et responsable ?

Est-il honnête ?

Est-ce qu'il est respectueux et gentil avec les autres et avec moi-même ?

Est-il désintéressé ?

Respecte-t-il mes parents et honore-t-il les siens ?

Est-ce qu'il honore sa prêtrise ?

Est-ce qu'il me motive à faire de mon mieux ?

Est-il digne d'aller au temple ?

Amusez-vous et soyez amusante pendant les sorties, en faisant connaissance d'autres personnes. Prévoyez des activités attrayantes. Les sorties les plus amusantes sont souvent toutes simples, comme préparer un repas ensemble. Vous pouvez aussi envisager une activité de service. On peut mieux observer et apprendre à connaître l'autre personne en faisant des activités qu'en étant assis à regarder un film.

Notre prophète a dit : « Lorsque vous sortez avec une personne de l'autre sexe, traitez-la avec respect et attendez d'elle le même respect. » Nous savons que vous exercerez une influence positive sur tous les jeunes gens avec qui vous sortirez et sur tous vos amis qui verront votre bon exemple.

Si vous continuez de cultiver vos dons et vos talents, de choisir judicieusement vos amis et de devenir une influence bénéfique, vos années de sorties seront positives, enrichissantes et amusantes. C'est une période durant laquelle il faut viser haut, attendre le mieux et devenir tout ce que notre Père céleste attend que vous soyez. Vous êtes une fille de notre Père céleste ; il vous aime, et nous aussi, nous vous aimons.

[journaldesappelsdoffres@yahoo.fr](mailto:journaldesappelsdoffres@yahoo.fr) / [journaldesappelsdoffres@gmail.com](mailto:journaldesappelsdoffres@gmail.com)

N° de compte B.I.G : 004 000 1571000601 67

J.A.O - N° 253/PR/TPI/K/C/2011 - BP/ 4034 Conakry / Quartier Sandervalia

**ADMINISTRATEUR GENERAL:**

Directeur de Publication

Ahmed Chamsoudine Cherif

664 23 78 73 / 655 23 78 73 / 628 23 78 73

**RESP. COMMERCIAL ET LOGISTIQUE:**

Lancine Condé

620 63 12 92

**Administrateurs**

Alpha S Bah Fisher: 666 35 64 42

**COMPTABILITE & ABONNEMENT:**

Mohamed Maciré Conté

621 35 93 03 / 666 32 58 76

**MONTAGE /GRAPHISME/INFOS**

Fodé Abdoulaye Camara

Aka Moriah

664 932 996 / 625 242 334

cfodeabdoulaye@gmail.com

fodeabdoulayec07@gmail.com

Impression: Vision 2000 Communication Plus

**SA CAR**  
**FRI CAR SA**

Société

Africaine

de Courtage d'Assurances et de

Réassurances

Member of the GIB Africa Alliance

**Votre Assureur conseil en toutes branches**

**COURTAGE, SERVICING BROKER ET AUDIT  
D'ASSURANCES**

Email : [safricar@yahoo.fr](mailto:safricar@yahoo.fr) , Site : [www.safricar.com](http://www.safricar.com)

Contact : 628 13 29 91 / 664 22 62 56 / 664 46 36 46

Almamy, Commune de Kaloum Immeuble FMR "AIR WELL"

CONFIEZ NOUS VOS ASSURANCES ET DORMEZ SUR LES DEUX OREILLES



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

**UNITE DE COODINATION DES PROJETS**  
PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (PReSeS-AOC)  
CREDIT IDA N°: 7452-GN et DON GFF N° TFOC 3354-GN  
APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX (2) CHARGES DE SAUVEGARDE SOCIALE  
**Date début : 28/10/2024 – Date limite : 15/11/2024**

I. Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu, un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) pour une couverture nationale en faveur du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique. Il est prévu qu'une partie de ce Financement soit utilisé pour le Recrutement d'un Chargé de Sauvegarde Sociale pour chacune des deux (2) Régions (Kindia et Kankan).

II. MISSIONS ET PRINCIPALES TACHES DES CONSULTANTS

Sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion des Projets Santé et en étroite collaboration avec les spécialistes en sauvegarde environnementale, en sauvegarde sociale, en VBG/EAS/HS et en gestion des déchets, les deux chargés de sauvegarde seront recrutés pour fournir au niveau régional des services dans la préparation et de la mise en œuvre des activités des Projets afin d'éviter ou de minimiser les risques et impacts sociaux néfastes dans une perspective d'amélioration de la performance du projet.

De façon spécifique, ils auront pour principales missions de :

- Contribuer au respect des exigences du Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) dans les composantes et sous-composantes du projet ;
- Appuyer au niveau régional le spécialiste principal en sauvegarde sociale du projet dans le renforcement des capacités des Parties prenantes sur les normes E&S de la Banque mondiale et sur le Mécanisme de Gestion des Réclamations (MGR) ;
- Produire le rapport mensuel sur les réclamations reçues, traitées et l'envoyer au spécialiste principal en charge de sauvegarde sociale pour analyse et compilation ;
- Accompagner le Spécialiste principal en charge de sauvegarde sociale dans les visites de terrain lors de supervision dans les zones d'interventions du projet
- Veiller à l'archivage de la documentation (rapports périodiques, traitement des réclamations relatives à la sauvegarde sociale, etc.) ;
- Appuyer au niveau régional à la préparation et à la mise en œuvre adéquate des activités des entreprises de construction en matière de Plan d'action pour la prévention et la réponse aux Violences Basées sur le Genre, Exploitation et Abus Sexuels, Harcèlement Sexuel dans les zones d'intervention du projet en conformité avec la législation nationale et les exigences de la Banque Mondiale ;
- Appuyer au niveau régional à la mise en œuvre adéquate du Plan d'Action et de Réinstallation dans les zones d'intervention du projet en conformité avec la législation nationale et les exigences de la Banque Mondiale ;
- Appuyer au niveau régional le suivi de la mise en œuvre du PGES et de l'accompagnement des comités de gestion des plaintes y compris les plaintes relatives à la violence basée sur le genre (VBG) ;
- Apporter un appui à la mise en œuvre efficace des mesures liées aux questions de genre et d'EAS/HS des instruments de sauvegardes notamment le Plan d'action pour traiter l'EAS/HS ;
- Participer au niveau régional au processus de recensement des Personnes Affectées par le Projet (PAP) et de vérification des actifs environnementaux ;
- Participer à l'Elaboration des TDRs pour les évaluations sociales et la préparation des outils requis, notamment concernant la réinstallation involontaire ;
- Participer au niveau régional à la prise en compte du genre, l'inclusion sociale des bénéficiaires des Projets dont les groupes vulnérables comme les minorités ou les groupes marginalisés, les personnes en situation de handicap, etc. ;
- Produire les rapports sur les aspects de sauvegarde sociales, la santé et la sécurité ;
- Etablir et entretenir des relations de bonne collaboration avec toutes les parties présentes sur le terrain, y compris les entreprises, les populations bénéficiaires, les autorités locales et les services techniques ;
- Apporter des comptes rendus fidèles des actions portant sur les questions sociales, sanitaires et sécuritaires ;
- Réaliser toutes autres activités spécifiques qui lui seront confiées par la hiérarchie allant dans le sens de l'amélioration du suivi des aspect sociaux des Projets au niveau régional.

III. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES POUR LES CONSULTANTS

Le (la) Chargé(e) de sauvegarde Sociale à recruter doit :

- Être titulaire au moins d'un diplôme universitaire (Bac + 4 minimum) dans le domaine de la sociologie, du développement rural, de l'anthropologie, de la psychologie, de la psychologie sociale, de l'ethnographie, de l'ethnologie, de la démographie, de la géographie, de la science politique, du droit, de l'histoire, des études de genre, des sciences de l'éducation, de l'économie du développement, dans un domaine équivalent ou tout autre discipline connexe ;
- Avoir une expérience d'au moins trois (3) ans dans la prise en compte des aspects sociaux dans les Projets de développement et dans la mise en œuvre de la mobilisation des parties prenantes, la gestion des plaintes, de plan d'action de réinstallation etc. ;
- Avoir réalisé au moins deux (2) missions spécifiques de surveillance sociale de projet financé par les partenaires Techniques et Financiers ;
- Avoir une expérience dans l'incorporation de l'approche genre dans les projets de développement et une expérience dans la conception ou mise en œuvre des plans pour prévenir et traiter l'EAS/HS, le mécanisme de gestion des plaintes ;
- Avoir une expérience dans l'établissement et le suivi des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail dans les projets de développement selon la législation nationale et les standards internationaux des partenaires techniques et financiers ;
- Avoir une connaissance des Normes sociales (NES) de la Banque Mondiale constitue un atout ;
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique et des différents logiciels et navigateurs courants (World, Excel, Powerpoint, etc.) ;
- Disposer de connaissances avérées du contexte socioculturel et des pratiques communautaires de la population au niveau local et l'expérience dans le domaine de la sécurité et santé des communautés constitueraient un atout ;
- Avoir une expérience en matière de consultation publique avec une approche inclusive, et avec les communautés et incorporant les femmes et les groupes vulnérables dans les projets de développement.

Les références doivent être accompagnées par de certificats de services rendus délivrés par les bénéficiaires des prestations et indiquant la description du projet, l'étendu et la valeur du marché. En l'absence de ces documents, l'expérience déclarée ne sera pas prise en compte.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, représenté par le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et les expériences dans les missions comparables, les copies des diplômes légalisés, les attestations de formation, les références de prestations similaires accompagnées par des preuves de réalisation notamment des attestations de services faits, des certificats de travail, etc.)

IV. METHODE DE SELECTION ET CONDITIONS D'EMPLOI

Le Chargé de Sauvegarde Sociale sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de Consultants Individuel, conformément aux procédures en vigueur de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023.

La sélection se fera en deux étapes, une étape d'étude de dossier qui évaluera la formation académique et les expériences à l'issue de laquelle une liste courte des candidats qui remplissent les critères sera élaborée et une étape d'interview qui évaluera les connaissances techniques, professionnelles ainsi que les qualités personnelles des candidats. Le choix final qui portera sur l'un des candidats retenus à l'étape précédente se fera sur la base des résultats de l'interview/test.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet. Il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023, « le Règlement de passation des marchés » : les représentants du gouvernement et les fonctionnaires peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de consultants, uniquement (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts (voir paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 de la Section III de : « Banque mondiale, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI).

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets aux heures de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn et le vendredi de 9 h 00 mn à 13 h 00 mn GMT au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum. Email : drgrovogui@gmail.com et barysouadou@yahoo.fr ou le site : www. https://www. ugp-passp-ms.org.gn/

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

- 1)Qualifications d'ordre générales (Diplôme, formation et expériences générales) : Notées sur 35 points  
A noter que l'absence de Diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur, disqualifie la candidature.
- 2)Expériences pertinentes pour la mission (missions similaires) : Notées sur 60 points
- 3)connaissance des logiciels et navigateurs courants (World, Excel, Powerpoint, etc.) : Noté sur 5 points

V. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

- a) Lieu de la mission : Chef-Lieu de la Région (IRS)
- b) Durée de la mission : Sur la durée du projet avec des évaluations de la performance à 6 mois puis chaque année. Le renouvellement du contrat se fera sur la base d'une performance annuelle satisfaisante.
- c) Date de prise de fonction : 1er janvier 2025. Les personnes retenues devront être en mesure de présenter des garanties suffisantes de disponibilités pour la prise de fonction sur le terrain dès cette date.

VI. DEPOT DES CANDIDATURES

Le dossier de candidature devra comporter une lettre de motivation, un curriculum vitae, les copies légalisées des diplômes par les autorités compétentes (tribunal ou service de scolarité de l'Institution ayant délivré le diplôme) ; les attestations de travail et les coordonnées de son employeur (ou ses anciens employeurs) et choisir une Région.

Le dossier de candidatures doit porter la mention recrutement de «Chargés de Sauvegarde Sociale au niveau Régional» et déposé sous plis fermés, au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum, au plus tard le 15 novembre 2024 à 10 h 30 mn. A l'attention de Monsieur le Coordonnateur National du Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC).  
Téléphones : (+224) 626 963 888 ou 626 963 890.  
Les candidatures électroniques ne sont pas autorisées.





REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

**UNITE DE COODINATION DES PROJETS**  
PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (PReSeS-AOC)  
CREDIT IDA N°: 7452-GN et DON GFF N° TFOC 3354-GN  
APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX (2) CHARGES DE SUIVI-EVALUATION  
Date début : 28/10/2024 – Date limite : 15/11/2024

I. Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu, un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) pour une couverture nationale en faveur du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique. Il est prévu qu'une partie de ce Financement soit utilisé pour le Recrutement d'un Chargé de Suivi-Evaluation pour chacune des deux (2) Régions (Labé et N'Zérékoré).

**II. MISSIONS ET PRINCIPALES TACHES DES CONSULTANTS**

Sous la supervision et la responsabilité du Responsable Technique de l'Unité de Technique Régionale du Projet, le Spécialiste Suivi-Evaluation Régional, a pour mission d'assurer la disponibilité des informations sur les indicateurs et permettre un bon fonctionnement de la gestion de la base de données du projet et du système d'information sanitaire et géographique et la remontée rapide des données techniques du PReSeS-AOC au niveau de l'Unité de Coordination du Projet. L'Unité de Coordination du Projet (UCP) est constituée d'une équipe de coordination au niveau central et sept Unités de Coordination Régionale composées essentiellement d'un Responsable Technique Régional, d'un Comptable, d'un Chargé de Sauvegarde Environnementale, d'un Chargé de Sauvegarde Sociale et d'un personnel d'appui (un ou une secrétaire, un chauffeur)

**Pour accomplir cette mission, le Chargé de Suivi-évaluation exécute les tâches ci-après :  
Appui à l'opérationnalisation de la base de données**

- Concevoir les outils de collecte de données géographiques aux besoins du PReSeS-AOC ;
- S'assurer de la collecte des données de suivi (indicateurs) et veiller à l'intégration de ces données dans un logiciel de suivi et évaluation ;
- Collecter les données sanitaires et informations pertinentes nécessaires à la planification conjointe des interventions aux niveaux régional et préfectoral ;
- Assurer la collecte des données de base sur l'impact Environnemental, économique et social du projet ;
- Réaliser des études liées au suivi évaluation sur le terrain (études de suivi et d'impact, situation de référence etc.);
- Collaborer étroitement avec les structures pérennes au niveau régional et préfectoral dans le sens d'échanges d'informations en vue d'alimenter les différentes bases de données ;
- Réaliser les analyses et les statistiques de la base et proposer toute amélioration nécessaire ;
- Assurer le fonctionnement et l'entretien du système de suivi-évaluation, en particulier s'assurer du bon fonctionnement du logiciel et de la base de données du projet.

**Renforcement de capacités et transfert de compétences aux structures pérennes et acteurs locaux**

- Collaborer étroitement avec les membres des autres composantes et les directions de mise en œuvre, à l'élaboration des programmes techniques et scientifiques, et à l'élaboration des termes de référence des missions techniques ;
- Apporter un appui technique aux autres projets de santé (Projet PTSS, ...) dans la mise en œuvre des activités de suivi-évaluation au niveau régional ;
- Organiser des rencontres de concertation périodique avec des acteurs impliqués dans le suivi-évaluation au niveau décentralisé ;
- Participer au suivi technique des activités, des évaluations et des audits techniques des réalisations du projet.

**Appui à la mise en œuvre du dispositif de suivi-évaluation**

- Superviser les différentes études à réaliser sur le terrain (situation de référence, études quantitatives et qualitatives) ;
- Suivre et analyser les indicateurs de progression et contribuer activement à l'atteinte des résultats ;
- S'assurer de la mise en œuvre du manuel de procédure de suivi et d'évaluation ;
- Apporter un appui technique et assurer la mise en place et la fonctionnalité d'un système de suivi-évaluation participatif en collaboration avec les structures décentralisées impliquées dans la mise en œuvre du Projet.

**Elaboration des programmes et diffusion des rapports techniques**

- Appuyer l'élaboration du Plan Annuel d'Opérationnel et procéder à leur consolidation en collaboration avec le Responsable Technique Régional ;
- Appuyer la Direction régionale de la santé dans la production de son rapport de suivi/évaluation en lien avec le projet ;
- Réaliser et diffuser des tableaux de bord mensuels et des rapports d'activités trimestriels, semestriels et annuels et s'assurer de la fiabilité des données qu'ils contiennent ;
- Exploiter les rapports d'activités périodiques, mettre en exergue les problèmes que les données de suivi auront fait apparaître et faire des recommandations pour la correction des anomalies éventuelles ;
- A partir d'un modèle de présentation de rapport préétabli et accepté par les agences d'exécution et les autres responsables de l'UCP, assurer la production à temps des rapports trimestriels, semestriels et annuels de suivi-évaluation de la région ;
- S'assurer que les critères d'impact du projet sont respectés dans l'exécution des activités ;
- Transmettre au Responsable Technique Régional les rapports de suivi-évaluation du Projet.

**Assistance technique à la mise en œuvre dans la région des activités du Projet relatives à l'interprétation et utilisation des données**

- Contribuer à l'adoption dans la région de l'initiative FASTR pour l'analyse et le suivi de la continuité des services de santé ;
- Contribuer à l'adoption dans la région de l'initiative sur Utilisation des Données DHIS2 au niveau des FOSA ;
- Contribuer au déploiement et au suivi de l'outil GEMS ;
- Renforcer les capacités des acteurs régionaux en tant que formateurs des formateurs sur l'utilisation des données.

Exécuter toutes autres tâches qui lui sont confiées

**III. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES POUR LES CONSULTANTS**

Le Consultant chargé du Suivi-Evaluation doit avoir :

- Un diplôme d'études supérieures (bac+ 5 au minimum) en statistiques, santé publique, sciences sociales démographie, suivi-évaluation des programmes et projets de développement, ou tout autre discipline similaire.
- Une expérience professionnelle d'au moins de cinq (5) ans dans le suivi-évaluation des projets/programmes de développement. Une expérience dans le suivi-évaluation de projet de santé serait un atout ;
- Une compétence reconnue (travaux analogues) en matière d'application de système de suivi-évaluation dans un projet/programme de développement ;
- Une connaissance des logiciels de saisie, d'analyses, de gestion de base de données et de logi-

ciels usuels ;

- Une compétence reconnue en matière de relations humaines, de communication et une forte capacité de travail en équipe et sous pression ;
- Avoir une excellente maîtrise de la langue française parlée et écrite (l'Anglais sera un atout) ;
- Avoir des compétences avérées en matière de renforcement des capacités pour assurer la formation du personnel concerné par les activités de suivi/évaluation.
- Expérience avérée dans le domaine de la recherche, notamment dans l'élaboration et l'utilisation des outils d'analyse ;
- Expériences confirmées dans les techniques de collecte, de traitement, d'analyse et d'interprétation des données quantitatives et qualitatives ;
- Une bonne connaissance du contexte socio-économique, culturel et politique en Afrique subsaharienne.

Les références doivent être accompagnées par de certificats de services rendus délivrés par les bénéficiaires des prestations et indiquant la description du projet, l'étendu et la valeur du marché. En l'absence de ces documents, l'expérience déclarée ne sera pas prise en compte.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, représenté par le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et les expériences dans les missions comparables, les copies des diplômes légalisés, les attestations de formation, les références de prestations similaires accompagnées par des preuves de réalisation notamment des attestations de services faits, des certificats de travail, etc.)

**IV. METHODE DE SELECTION ET CONDITIONS D'EMPLOI**

Le Chargé de Suivi-Evaluation Régional sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de Consultants Individuel, conformément aux procédures en vigueur de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023.

La sélection se fera en deux étapes, une étape d'étude de dossier qui évaluera la formation académique et les expériences à l'issue de laquelle une liste courte des candidats qui remplissent les critères sera élaborée et une étape d'interview qui évaluera les connaissances techniques, professionnelles ainsi que les qualités personnelles des candidats. Le choix final qui portera sur l'un des candidats retenus à l'étape précédente se fera sur la base des résultats de l'interview/test.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet. Il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023, « le Règlement de passation des marchés » : les représentants du gouvernement et les fonctionnaires peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de consultants, uniquement (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts (voir paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 de la Section III de : « Banque mondiale, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI).

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets aux heures de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn et le vendredi de 9 h 00 mn à 13 h 00 mn GMT au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum. Email : drgrovogui@gmail.com et barrysouadou@yahoo.fr ou le site : www. https://www.ugp-passp-ms.org/gn/

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

- 1)Qualifications d'ordre générales (Diplôme, formation et expériences générales) : Notées sur 30 points  
A noter que l'absence de Diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur, disqualifie la candidature.
- 2)Expériences pertinentes pour la mission (missions similaires) : Notées sur 60 points
- 3)connaissance des logiciels de saisie, d'analyses, de gestion de base de données et de logiciels usuels: Noté sur 10 points

**V. LIEU ET DUREE DE LA MISSION**

- a) Lieu de la mission : Chef-Lieu de la Région (IRS)
- b) Durée de la mission : Sur la durée du projet avec des évaluations de la performance à 6 mois puis chaque année. Le renouvellement du contrat se fera sur la base d'une performance annuelle satisfaisante.
- c) Date de prise de fonction : 1er janvier 2025. Les personnes retenues devront être en mesure de présenter des garanties suffisantes de disponibilités pour la prise de fonction sur le terrain dès cette date.

**VI. DEPOT DES CANDIDATURES**

Le dossier de candidature devra comporter une lettre de motivation, un curriculum vitae, les copies légalisées des diplômes par les autorités compétentes (tribunal ou service de scolarité de l'Institution ayant délivré le diplôme) ; les attestations de travail et les coordonnées de son employeur (ou ses anciens employeurs) et choisir une Région.

Le dossier de candidatures doit porter la mention recrutement de «Chargés de Suivi-Evaluation au niveau Régional» et déposé sous plis fermés, au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum, au plus tard le 15 novembre 2024 à 10 h 30 mn. A l'attention de Monsieur le Coordonnateur National du Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC).

Téléphones : (+224) 626 963 888 ou 626 963 890.

Les candidatures électroniques ne sont pas autorisées.





REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

**UNITE DE COODINATION DES PROJETS**  
PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (PReSeS-AOC)  
CREDIT IDA N°: 7452-GN et DON GFF N° TFOC 3354-GN  
APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX (2) COMPTABLES  
**Date début : 28/10/2024 – Date limite : 15/11/2024**

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu, un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) pour une couverture nationale en faveur du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique. Il est prévu qu'une partie de ce Financement soit utilisé pour le Recrutement d'un Comptable Régional pour chacune des deux (2) Régions (Labé et N'Zérékoré).

**2. MISSIONS ET PRINCIPALES TACHES**

Position : Placé(s) sous l'autorité du Responsable Technique Régional du Programme, le Comptable de la Région recruté rend compte de toutes leurs activités relatives à la gestion comptable, budgétaire et financière du projet au Responsable Administratif et Financier du Programme.

Responsabilités : Dans l'exercice de leurs fonctions, les Comptables doivent assumer les fonctions et tâches principales suivantes :

- Comptabilité et Trésorerie
- Tenue à jour de la comptabilité générale, analytique et budgétaire du Projet;
- Gestion et suivi des opérations financières du Compte Désigné (engagement, retrait, règlement, états de rapprochement bancaires) du Projet et des paiements directs ;
- Archivage des pièces comptables des dépenses de l'UTR ;
- Archivage des pièces justificatives de dépenses effectuées par les structures déconcentrées et décentralisées relatives aux avances de fonds qui leur sont accordées ;
- Suivi des procédures pour les paiements à tous les niveaux du Projet, la transmission et la prise en compte des pièces justificatives des dépenses ;
- Saisie de la comptabilité dans le logiciel Comptable ;
- Analyse hebdomadaire des comptes et l'identification des éventuelles régularisations à soumettre à l'approbation du RAF du projet ;
- Préparation des états de rapprochement bancaire des Comptes bancaires mensuellement et dans les délais.
- Procédures, audit et contrôle :
- Respect des procédures d'éligibilité des dépenses, d'efficacité de la gestion financière; et de transparence dans l'utilisation des ressources;
- Participation à la préparation de toute la documentation nécessaire pour l'examen trimestriel, semestriel ou annuel des plans d'exécution budgétaires et financières du projet ;
- Préparation et assistance aux missions d'audit financier interne et externe.
- Acquisition (en collaboration avec le Responsable de la Passation des Marchés)
- Suivi des acquisitions des biens et services, de leur codification, de leur prise annuelle de l'inventaire, du suivi de leur bonne utilisation ;
- Gestion et suivi des immobilisations mises à disposition du projet.
- Décaissement et approvisionnement:
- Préparation des demandes de retrait de fonds (sous la supervision du RAF) et toute la documentation nécessaire aux décaissements conformément aux directives de l'IDA ;
- Préparation des demandes de paiements et/ou de remboursement et assurer leur suivi ;
- Autres
- Exécution de toutes autres tâches que pourrait lui confier le RAF ou le Coordinateur National du projet dans le cadre de ses fonctions.

**3. PROFIL DU CANDIDAT**

Les candidats devront avoir :

- Diplôme d'un niveau minimum Bac + 3 en comptabilité, Gestion et finance ;
- Au minimum 3 années d'expérience en comptabilité et gestion dont deux années minimums dans la comptabilité des projets de développement financés par un bailleur de fonds ;
- Maîtrise de la langue française ;
- Très bonne connaissance de l'utilisation des ordinateurs, des logiciels de comptabilité et des connaissances dans la gestion des données informatisées. Une bonne connaissance d'un logiciel de gestion de Projet tels que TOM2PRO serait un atout ;
- Bonne connaissance des procédures des bailleurs de fonds, la connaissance spécifique des procédures de la Banque mondiale sera un atout ;
- De bonnes références au cours des trois dernières années faisant état d'une aptitude à organiser son travail, et d'une intégrité professionnelle. Une enquête de moralité sera effectuée avant signature du contrat ;
- Bonne capacité de travail en groupe et dans un environnement sous pression.

Les références doivent être accompagnées par de certificats de services rendus délivrés par les bénéficiaires des prestations et indiquant la description du projet, l'étendu et la valeur du marché. En l'absence de ces documents, l'expérience déclarée ne sera pas prise en compte.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, représenté par le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et les expériences dans les missions comparables, les copies des

diplômes légalisés, les attestations de formation, les références de prestations similaires accompagnées par des preuves de réalisation notamment des attestations de services faits, des certificats de travail, etc.)

**4. METHODE DE SELECTION ET CONDITIONS D'EMPLOI**

Le Comptable Régional sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de Consultants Individuel, conformément aux procédures en vigueur de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023.

La sélection se fera en deux étapes, une étape d'étude de dossier qui évaluera la formation académique et les expériences à l'issue de laquelle une liste courte des candidats qui remplissent les critères sera élaborée et une étape d'interview qui évaluera les connaissances techniques, professionnelles ainsi que les qualités personnelles des candidats. Le choix final qui portera sur l'un des candidats retenus à l'étape précédente se fera sur la base des résultats de l'interview/test.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet. Il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023, « le Règlement de passation des marchés » : les représentants du gouvernement et les fonctionnaires peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de consultants, uniquement (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts (voir paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 de la Section III de : « Banque mondiale, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI).

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets aux heures de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn et le vendredi de 9 h 00 mn à 13 h 00 mn GMT au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum. Email : drgrovogui@gmail.com et barysouadou@yahoo.fr ou le site : www. https://www.ugp-passp-ms.org.gn/

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

- 1)Qualifications d'ordre générales (Diplôme, formation et expériences générales) : Notées sur 30 points  
A noter que l'absence de Diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur, disqualifie la candidature.
- 2)Expériences pertinentes pour la mission (missions similaires) : Notées sur 60 points
- 3)Connaissance des logiciels de comptabilité et de l'outil informatique : Noté sur 10 points

**5. LIEU ET DUREE DE LA MISSION**

- a) Lieu de la mission : Chef-Lieu de la Région (IRS)
- b) Durée de la mission : Sur la durée du projet avec des évaluations de la performance à 6 mois puis chaque année. Le renouvellement du contrat se fera sur la base d'une performance annuelle satisfaisante.
- c) Date de prise de fonction : 1er janvier 2025. Les personnes retenues devront être en mesure de présenter des garanties suffisantes de disponibilités pour la prise de fonction sur le terrain dès cette date.

**6. DEPOT DES CANDIDATURES**

Le dossier de candidature devra comporter une lettre de motivation, un curriculum vitae, les copies légalisées des diplômes par les autorités compétentes (tribunal ou service de scolarité de l'Institution ayant délivré le diplôme) ; les attestations de travail et les coordonnées de son employeur (ou ses anciens employeurs) et choisir une Région.

Le dossier de candidatures doit porter la mention recrutement de «Comptables» et déposé sous plis fermés, au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum, au plus tard le 15 novembre 2024 à 10 h 30 mn. A l'attention de Monsieur le Coordonnateur National du Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC). Téléphones : (+224) 626 963 888 ou 626 963 890. Les candidatures électroniques ne sont pas autorisées.





REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

**UNITE DE COODINATION DES PROJETS**

PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (PReSeS-AOC)

CREDIT IDA N°: 7452-GN et DON GFF N° TFOC 3354-GN

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX (2) RESPONSABLES TECHNIQUES REGINAUX

**Date début : 28/10/2024 – Date limite : 15/11/2024**

I. Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu, un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) pour une couverture nationale en faveur du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. Il est prévu qu'une partie de ce Financement soit utilisé pour le Recrutement d'un Responsable Technique Régional pour chacune des deux (2) Régions (Labé et N'Zérékoré).

**II. MISSIONS ET PRINCIPALES TACHES DES CONSULTANTS**

Sous l'autorité du Coordinateur National de l'UCP (Unité de Coordination des Projets), et la collaboration directe de l'Inspecteur Régional de la Santé il ou elle assure l'appui technique pour la réalisation des activités de la région, relatives aux différentes composantes du PReSeS-AOC. Il ou elle a la responsabilité de coordonner stratégiquement les activités du Programme au niveau de la Région. Il /elle est responsable du personnel mis à sa disposition. Il /elle est assisté (e) dans ses fonctions par un Chargé de Suivi-Evaluation, d'un Comptable, un Chargé de Sauvegarde Environnementale, un Chargé de Sauvegarde Sociale et un personnel d'appui (un ou une secrétaire, un chauffeur).

Spécifiquement, le Responsable Technique Régional ; membre de l'Equipe Cadre de Région est chargé de :

**1. Coordination et suivi du projet  
Coordonner le projet dans son ensemble ;**

- Assurer la mise en œuvre et la gestion opérationnelle des activités du projet au niveau régional;
- Assurer l'interface avec les Inspecteurs régionaux de la santé, les Gouverneurs, les préfets, les médecins chefs de districts sanitaires et leurs équipes, les autres Ministères de mise en œuvre du projet et toute autre personne identifiée par le Ministère de la santé comme le point focal d'une activité et l'appuyer dans la coordination du projet côté Ministère de la santé ;
- Participer à la planification, au suivi et à la supervision des agents et structures partenaires de mise en œuvre du projet ;
- Apporter un appui technique aux autres projets de santé (Projet PTSS, ....) dans la mise en œuvre des activités au niveau régional ;
- Appuyer les partenaires et l'équipe dans la mise en œuvre du projet ;
- Veiller et s'assurer que les procédures d'Expertise France et du Centre de Crise et de Soutien soient bien respectées et que les rapports soient rendus en temps et en heure par les porteurs;
- Appuyer les partenaires et les équipes des différents sites dans la mise en œuvre du projet ;
- Veiller à ce que les activités soient planifiées et réalisées dans le temps imparti, et si besoin réorienter les actions ;
- Assurer le suivi et l'évaluation du projet en lien avec le/la chargé(e) de suivi/évaluation ;
- Alerter le coordonnateur national de l'UCP de tout dysfonctionnement ;
- Partager les résultats du travail des acteurs du terrain avec l'équipe de coordination du projet au niveau central (Responsable de pôle, chargé de projet et assistant de projet) et avec le Ministère de la Santé
- Assurer l'organisation et participer aux missions de supervision ;
- Veiller à l'Organiser et participer aux formations dispensées (agents communautaires, personnel médical, etc.). Veiller à la bonne marche du projet

**2. Administration, Finances et logistiques**

- Veiller au respect des procédures administratives, logistiques et financières selon les procédures du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable ;
- Assurer le suivi des dépenses du projet en lien avec le/la responsable administratif (ve) et financier (e) ;
- Elaborer les plans de travail par mois et le transmettre au/la chargé(e) administratif et financier pour la préparation des décaissements ;
- Appuyer l'élaboration des TDR pour toute demande d'avance et les transmettre au chargé administratif et financier ;
- Appuyer le / la RAF dans la rédaction des rapports financiers mensuels ;
- Identifier les besoins logistiques nécessaires pour la mise en œuvre du projet ;
- Etablir des règles d'utilisation du matériel de la mission puis veiller à la bonne utilisation de ce matériel.

**3. Données et reporting**

- Participer à l'analyse des données en étroite collaboration avec le/la chargé(e) de suivi-évaluation ;
- Rédiger des rapports de supervision et les transmettre à l'IRS et au Coordinateur National de l'UCP ;
- Consolider les rapports des partenaires et rédiger les rapports trimestriels présentant l'état d'avancement du projet (techniques et financiers) selon les normes imposées par la Banque mondiale ;
- Participer à l'actualisation du chronogramme révisé du projet et le mettre à jour autant que de besoin ;
- Informer l'IRS et le coordonnateur national de projet du déroulement du projet, des réunions et toute autre information jugée importante.

**4.Représentation**

- Représenter le projet auprès du Ministère de la Santé et des autres Ministères de mise en œuvre du projet, les partenaires techniques et financiers au niveau régional et tout autre acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
- Participer aux réunions de coordination avec le Ministère de la Santé et autres Ministères de mise en œuvre ;
- Participer aux réunions organisées par le Ministère de la santé, les autres Ministères de mise en œuvre et toutes autres réunions en accord avec les partenaires du projet.

**5. Management des ressources humaines et gestion d'équipe**

- Superviser l'équipe de l'UCP régional en lien avec le coordonnateur national de l'UCP (congrés, salaires, sanctions, évaluation) : comptable régional, chargé de suivi-évaluation, assistants, chauffeur ;
- Appliquer les règles de gestion du personnel.
- Préparer et soumettre à l'Unité de Coordination Nationale du projet, les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) de l'UTRP ;
- Appuyer les structures déconcentrées à l'élaboration et à la consolidation des PTBA ;
- Participer à l'encadrement et aux instances techniques de One Health ;
- Collecter les données sanitaires et informations pertinentes nécessaires à la planification conjointe des interventions aux niveaux régional et préfectoral ;
- Coordonner la mise en œuvre opérationnel du projet au niveau de la région ;
- Suivre la mise en œuvre des plans de travail mensuels avec les équipes cadre régionale préfectorale sanitaire ;
- Coordonner et assurer le suivi de la mise en œuvre des PTAB des différentes sections de la direction régionale et préfectorale de santé, et des partenaires locaux et veiller à ce que leurs activités se déroulent comme prévu ;
- Participer à la supervision régionale et préfectorale ;
- Suivre et analyser les indicateurs de progression et contribuer activement à l'atteinte des résultats ;
- Assurer la gestion quotidienne du projet en accord avec le manuel de procédures du projet ;
- Veiller à la mise en œuvre de la stratégie de communication et de l'information au niveau régional ;
- Appuyer l'évaluation des besoins de formation des acteurs régionaux, préfectoraux et locaux, et leur mise en œuvre ;
- Veiller à la planification à temps en accord avec les structures sanitaires déconcentrées, la mise en œuvre diligente et la justification sans retard des moyens financiers qui seront mis à la disposition des structures partenaires d'exécution du Projet ;
- S'assurer de la mise en place des dispositifs de suivi-évaluation participatif et de sa fonctionnalité ;
- Coordonner les interventions de réponse aux urgences dans le secteur de la santé au niveau de la région ;
- Veiller à la capitalisation des acquis du projet et la mise en œuvre des mesures de pérennisation ;
- Assurer le suivi des travaux de construction/réhabilitation des centres de traitement des épidémies au niveau la région ;
- Veiller à la bonne utilisation des biens acquis dans le cadre de l'exécution du projet (UTRP et services déconcentrés);
- Faire prendre toute mesure permettant de localiser et d'identifier les biens acquis sur les fonds du projet ainsi que leur bonne et efficiente utilisation ;
- Elaborer à temps, les rapports d'activités et financiers suivant les documents types demandés par l'UCP, en rapport avec les services techniques préfectoraux et régionaux ;
- Faciliter la transmission des documents de la région vers les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet.

**III. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES POUR LES CONSULTANTS**

Les Consultants doivent :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire minimum (BAC + 5) en épidémiologie, en santé publique, en sciences médicales (biologie, biotechnologies, hygiène, nutrition, e.g.) ou diplôme équivalent dans le domaine du Développement sanitaire ou domaines similaires ;
- Avoir au moins cinq ans d'expériences professionnelles en gestion de projets dans le secteur de la santé prioritairement ;
- Expérience confirmée en santé publique (au moins cinq ans de pratiques professionnelles)
- Justifier une expérience confirmée en suivi évaluation de projets/programmes et une bonne connaissance des logiciels appropriés ;
- Expérience souhaitée sur la sécurité sanitaire internationale
- Avoir travaillé dans un projet de développement financé par des bailleurs de fonds internationaux serait un atout ;
- Avoir une connaissance approfondie du fonctionnement des institutions locales en Guinée ;
- Disposer d'aptitude de leadership avec une bonne capacité de communication écrites et orales en français (rédaction de rapports techniques, stratégiques ou d'activités liés à l'exécution d'un projet, rédaction de note ou d'articles d'information) ;
- Bonne capacité à formuler des positions et à les défendre devant des autorités ;
- Avoir une bonne capacité de travail sous pression ainsi qu'une bonne capacité d'organisation et d'initiative ;

- Très bonne maîtrise des outils bureautiques, notamment Excel et Word.

Les références doivent être accompagnées par de certificats de services rendus délivrés par les bénéficiaires des prestations et indiquant la description du projet, l'étendu et la valeur du marché. En l'absence de ces documents, l'expérience déclarée ne sera pas prise en compte.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, représenté par le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PRSeS-AOC) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et les expériences dans les missions comparables, les copies des diplômes légalisés, les attestations de formation, les références de prestations similaires accompagnées par des preuves de réalisation notamment des attestations de services faits, des certificats de travail, etc.)

#### IV. METHODE DE SELECTION ET CONDITIONS D'EMPLOI

Le Responsable Technique Régional sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de Consultants Individuel, conformément aux procédures en vigueur de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023.

La sélection se fera en deux étapes, une étape d'étude de dossier qui évaluera la formation académique et les expériences à l'issue de laquelle une liste courte des candidats qui remplissent les critères sera élaborée et une étape d'interview qui évaluera les connaissances techniques, professionnelles ainsi que les qualités personnelles des candidats. Le choix final qui portera sur l'un des candidats retenus à l'étape précédente se fera sur la base des résultats de l'interview/test.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet. Il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023, « le Règlement de passation des marchés » : les représentants du gouvernement et les fonctionnaires peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de consultants, uniquement (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts (voir paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 de la Section III de : « Banque mondiale, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI).

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets aux heures de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn et le vendredi de 9 h 00 mn à 13 h 00 mn GMT au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum. Email : drgrovogui@gmail.com et barysouadou@yahoo.fr ou le site : www. https://www.ugp-passp-ms.org.gn/

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

- 1) Qualifications d'ordre générales (Diplôme, formation et expériences générales) : Notées sur 30 points  
A noter que l'absence de Diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur, disqualifie la candidature.
- 2) Expériences pertinentes pour la mission (missions similaires) : Notées sur 60 points
- 3) Connaissance approfondie du fonctionnement des institutions locales en Guinée et de la maîtrise de l'outil informatique : Noté sur 10 points

#### V. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

- a) Lieu de la mission : Chef-Lieu de la Région (IRS)
- b) Durée de la mission : Sur la durée du projet avec des évaluations de la performance à 6 mois puis chaque année. Le renouvellement du contrat se fera sur la base d'une performance annuelle satisfaisante.
- c) Date de prise de fonction : 1er janvier 2025. Les personnes retenues devront être en mesure de présenter des garanties suffisantes de disponibilités pour la prise de fonction sur le terrain dès cette date.

#### VI. DEPOT DES CANDIDATURES

Le dossier de candidature devra comporter une lettre de motivation, un curriculum vitae, les copies légalisées des diplômes par les autorités compétentes (tribunal ou service de scolarité de l'Institution ayant délivré le diplôme) ; les attestations de travail et les coordonnées de son employeur (ou ses anciens employeurs) et choisir une Région.

Le dossier de candidatures doit porter la mention recrutement de «Responsable Technique Régional» et déposé sous plis fermés, au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum, au plus tard le 15 novembre 2024 à 10 h 30 mn. A l'attention de Monsieur le Coordonnateur National du Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PRSeS-AOC). Téléphones : (+224) 626 963 888 ou 626 963 890. Les candidatures électroniques ne sont pas autorisées.



Dr Moustapha GROVOGUI  
Coordonnateur National



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTERE DE LA SANTE  
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION  
DES PROGRAMMES (UAGCP)

#### AVIS D'APPEL A PROPOSITIONS N°038/2024/SI/AON/GAVI/UAGCP

#### RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN PORTAIL WEB, LA CREATION D'UN NOM DE DOMAINE ET LA CONFIGURATION DE MESSAGERIE PROFESSIONNELLE DU PEV

1. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, lance un Appel à propositions N° N°038/2024/SI/AON/GAVI/UAGCP relatif au Recrutement d'un prestataire dans la mise en place d'un portail web, la création d'un nom de domaine et la configuration de messagerie professionnelle du PEV.
2. Le marché à concourir est constitué d'un lot unique.
3. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour le présent marché.
4. Les variantes ne seront pas prises en considération
5. Le délai d'exécution pour la création du site web est de 2 mois.
6. Le délai d'exécution pour l'hébergement du site est de 12 mois, renouvelable une fois suite à une évaluation positive du prestataire par l'autorité contractante.
7. La participation à cet appel à propositions tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics guinéens concerne tous les candidats éligibles (personnes morales) et remplissant les conditions définies dans la Demande des propositions (DP) et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.
8. La DP peut être retirée par les candidats à partir du 31/10/2024 au Service de Passation de Marchés de l'UAGCP, sis au 3ème étage de l'immeuble Palm résidence Camayenne, corniche nord, à côté de la clinique Ambroise paré, sur présentation d'un bordereau de versement de cinq cent mille (500 000) Francs Guinéens non remboursables payé sur le compte N° 7308051300/GNF, intitulée « COMPTE OPERATIONNEL GAVI UAGCP », ouvert à ECOBANK.
9. Les Candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations par mail auprès :

Contact Email : tenders.uagcp@gmail.com cc : mickacamara1@yahoo.fr , mmuteba@2ac.fr, adiarre@uagcp-guinee.org du lundi au vendredi de 8 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes TU.

Les demandes de clarifications doivent être reçues avant le 21/11/2024 à minuit.

L'aperçu complet de toutes les questions et réponses sera adressé à tous les candidats ayant retiré la DP au plus tard 22/11/2024.

10. Les exigences en matière de qualification sont : (Voir les termes de référence).
  11. Le présent appel à propositions fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.
  12. Les propositions vont être rédigées en langue française et devront être déposées physiquement en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copie au plus tard le mardi 10/12/2024 à 11H00 GMT à l'adresse ci-après : sis au 3e étage de l'immeuble PALM RESIDENCE CAMAYENNE, sis sur la corniche nord de Camayenne, près de la clinique Ambroise Paré dans la commune de Dixinn.
  13. Les propositions déposées en retard ne seront pas acceptées.
  14. Les propositions techniques seront ouvertes le Mardi 10/12/2024 à 11H 30 GMT à huis-clos à l'adresse sus-indiquée.
- Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission soit jusqu'au 09/04/2025 au plutôt sous peine d'être éliminé. Le cabinet sera choisi par la méthode de sélection fondée sur la qualité technique et le coût, conformément aux procédures décrites dans le dossier de demande de proposition en respect du code régissant les marchés publics de Guinée. La note technique minimale T(s) requise pour la qualification du cabinet est de 75/100 points. Seuls les soumissionnaires dont les offres ont obtenu le minimum requis à l'évaluation technique, seront invités à l'ouverture publique de leurs offres financières.

#### NOTE IMPORTANTE SUR LA PRESENTATION DES PROPOSITIONS

Conformément au point 13.3 des Instructions aux consultants, il est attiré l'attention sur le strict respect des dispositions ci-après :

1. Les Consultants doivent placer l'original et UNE copie de la Proposition technique dans une enveloppe (avec mention de la raison sociale, de l'objet du marché et de l'adresse du candidat) portant clairement la mention « Proposition technique », qu'ils ferment.
2. De même, l'original et UNE copie de la Proposition financière, sont placés dans une enveloppe fermée portant clairement la mention « Proposition financière » suivie du nom de la mission, et de l'avertissement « Ne pas ouvrir en même temps que la proposition technique ».
3. Les Consultants placent ensuite ces deux enveloppes dans une même enveloppe fermée extérieure portant l'adresse de soumission, le numéro de référence, ainsi que la mention « À ouvrir uniquement par la commission de passation des marchés de l'autorité CONTRACTANTE ».

Une proposition financière qui n'est pas présentée dans une enveloppe séparée portant les mentions stipulées ci-dessus entraîne immédiatement le rejet de toute l'offre.

Fait à Conakry, le 25 octobre 2024





REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

**UNITE DE COODINATION DES PROJETS**  
PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE DE  
L'OUEST ET DU CENTRE (PReSeS-AOC)

CREDIT IDA N°: 7452-GN et DON GFF N° TFOC 3354-GN

**APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX (2) CHARGES  
DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE**

Date début : 28/10/2024 – Date limite : 15/11/2024

I. Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu, un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) pour une couverture nationale en faveur du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique. Il est prévu qu'une partie de ce Financement soit utilisé pour le Recrutement d'un Chargé de Sauvegarde Environnementale pour chacune des deux (2) Régions (Labé et N'Zérékoré).

II. MISSIONS ET PRINCIPALES TACHES DES CONSULTANTS

Sous l'autorité du Responsable Technique Régional et celui-ci placé sous l'autorité du Coordonnateur National du Programme ; le Chargé de Sauvegarde Environnementale aura la responsabilité d'appuyer l'Unité Technique Régionale (UTR) en collaboration avec les experts social et suivi-évaluation ainsi que les autres parties prenantes du programme et le projet de Santé (Inspection Régionale de la Santé ; Inspection Régionale de l'Environnement et du Développement durable, Agence Guinéenne Régionale d'Evaluation Environnementale) sous financement de la Banque Mondiale dans la région à la prise en compte des aspects environnementaux dans leurs activités ainsi qu'assurer le suivi des indicateurs environnementaux. Le (la) spécialiste aura pour missions de :

- S'assurer de la prise en compte des dispositions juridiques nationales, des Normes environnementales et sociales de la Banque Mondiale en matière de gestion des aspects environnementaux dans la conduite des activités du programme au niveau de la Région ;
- Participer à la mise en œuvre du CGES, du PMPP, des PGMO, du MGP au niveau de la Région ;
- Organiser des missions de screening socio-environnemental des sous-projets d'infrastructures dans la région ;
- Assurer la revue et la conformité des Plans de gestion environnementale et sociale des prestataires/Entreprises et leur adéquation avec les enjeux et les risques environnementaux caractérisés dans les EIES/PGES et le site du sous-projet ;
- Assurer le suivi d'application du Plan d'Hygiène Santé et Environnement des entreprises pendant les travaux ;
- Mettre en place un tableau de bord de suivi environnemental des activités de l'UTRP et apprécier la performance de gestion des aspects environnementaux ;
- Appuyer les services de mise en œuvre du programme de la région dans la mise en œuvre du Plan de lutte intégrée de Gestion des Déchets, des plans régionaux de Gestion des déchets biomédicaux, du plan national d'adaptation de la santé au changement climatique ;
- Développer en collaboration avec l'Expert social un système de concertation, de coordination et d'échanges avec les institutions régionales et préfectorales (IREDD, AGEE, DCEDD, DPEDD,) impliquées dans la mise en œuvre et le suivi environnemental et social du Programme et projet de santé financé par la Banque Mondiale dans la région ;
- Organiser des ateliers d'information et de formation, avec l'expert en sauvegarde sociale, sur l'évaluation environnementale et sociale des services régionaux et préfectoraux, des élus locaux (communes) ;
- En collaboration avec l'Expert social de l'UTRP, s'assurer de la disponibilité dans toutes les activités et contrats des prestataires des travaux du programme dans la région d'une clause environnementale et sociale solide cohérente avec les PGES et Notices d'impact environnemental approuvés par la Banque ;
- Assurer la coordination du suivi, de l'évaluation et de la supervision des différentes activités au niveau régional ;
- Développer et mettre en œuvre, avec l'expert en sauvegarde sociale, la formation/renforcement de capacité des acteurs locaux sur les questions de sauvegardes environnementales et sociales du programme dans la région et assurer les suivis ;
- Etablir les rapports périodiques de la gestion environnementale et la performance environnementale du programme et le projet Santé au

- niveau de la région ;
- Assurer l'archivage des documents de sauvegarde environnementale et la gestion des informations et des consultations du public ;
- Assurer le lien direct de l'UTRP avec l'expert environnemental du Bureau de contrôle, en infrastructures/génie civil ;
- Participer à la planification, la coordination, l'analyse et la validation des études et des documents en matière de sauvegardes dans le cadre du programme/projet au niveau de l'UTRP ;
- Contribuer à l'élaboration des plans de travail et de budget annuels en définissant les besoins en études, formations et tout autre activité en matière de gestion environnementale au niveau de l'UTRP et veiller à leur réalisation ;
- Organiser des missions de terrain de suivi des activités de sauvegardes environnementales
- Participer à la mise en œuvre des recommandations (relatives aux aspects de sauvegardes environnementales) des rapports des missions de supervision du programme/projet ;
- Contribuer à toute autre activité relative aux aspects de gestion environnementale du programme et projet au niveau de la Région.

III. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES POUR LES CONSULTANTS

Le (la) Chargé(e) de sauvegarde à recruter doit :

- Avoir un diplôme universitaire (Bac+ 4 minimum) dans les domaines de l'Environnement ; Eaux – Forêts, Qualité Santé, Sécurité au travail ; en Géographie, ou en Sociologie ;
- Justifier d'une expérience d'au moins trois (3) ans dans la participation à des évaluations environnementales et sociales des projets ;
- Avoir une expérience dans les projets financés par la Banque Mondiale serait un atout
- Avoir une expérience d'au moins trois (3) ans dans un poste similaire au niveau d'un Projet/Programme de développement, une direction ou un bureau d'Etudes ;
- Avoir suivi des formations complémentaires sur les Normes et politiques environnementales et sociales de la Banque Mondiale, HSSE ; Gestion des déchets, intégration des risques climatiques dans les projets.
- Avoir une excellente maîtrise de la langue française parlée et écrite (l'Anglais sera un atout) et une bonne capacité rédactionnelle.
- Avoir une bonne maîtrise des logiciels World, Excel, Power point.

Les références doivent être accompagnées par de certificats de services rendus délivrés par les bénéficiaires des prestations et indiquant la description du projet, l'étendu et la valeur du marché. En l'absence de ces documents, l'expérience déclarée ne sera pas prise en compte.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, représenté par le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et les expériences dans les missions comparables, les copies des diplômes légalisés, les attestations de formation, les références de prestations similaires accompagnées par des preuves de réalisation notamment des attestations de services faits, des certificats de travail, etc.)

IV. METHODE DE SELECTION ET CONDITIONS D'EMPLOI

Le Chargé de Sauvegarde Environnementale sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de Consultants Individuel, conformément aux procédures en vigueur de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs solli-

citant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023.

La sélection se fera en deux étapes, une étape d'étude de dossier qui évaluera la formation académique et les expériences à l'issue de laquelle une liste courte des candidats qui remplissent les critères sera élaborée et une étape d'interview qui évaluera les connaissances techniques, professionnelles ainsi que les qualités personnelles des candidats. Le choix final qui portera sur l'un des candidats retenus à l'étape précédente se fera sur la base des résultats de l'interview/test.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet. Il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement d'un Projet d'Investissement (FPI), édition septembre 2023, « le Règlement de passation des marchés » : les représentants du gouvernement et les fonctionnaires peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'un bureau de consultants, uniquement (i) s'ils sont en congé sans solde ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient immédiatement avant leur départ en congé et (iii) si leur emploi ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts (voir paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 de la Section III de : « Banque mondiale, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI).

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets aux heures de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn et le vendredi de 9 h 00 mn à 13 h 00 mn GMT au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum. Email : drgrovogui@gmail.com et barysouadou@yahoo.fr ou le site : www.https://www.ugp-passp-ms.org.gn/

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

- 1) Qualifications d'ordre générales (Diplôme, formation et expériences générales) : Notées sur 35 points  
A noter que l'absence de Diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur, disqualifie la candidature.
- 2) Expériences pertinentes pour la mission (missions similaires) : Notées sur 60 points
- 3) connaissance des logiciels World, Excel, Power point : Noté sur 5 points

#### V. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

- a) Lieu de la mission : Chef-Lieu de la Région (IRS)
- b) Durée de la mission : Sur la durée du projet avec des évaluations de la performance à 6 mois puis chaque année. Le renouvellement du contrat se fera sur la base d'une performance annuelle satisfaisante.
- c) Date de prise de fonction : 1er janvier 2025. Les personnes retenues devront être en mesure de présenter des garanties suffisantes de disponibilités pour la prise de fonction sur le terrain dès cette date.

#### VI. DEPOT DES CANDIDATURES

Le dossier de candidature devra comporter une lettre de motivation, un curriculum vitae, les copies légalisées des diplômes par les autorités compétentes (tribunal ou service de scolarité de l'Institution ayant délivré le diplôme) ; les attestations de travail et les coordonnées de son employeur (ou ses anciens employeurs) et choisir une Région.

Le dossier de candidatures doit porter la mention recrutement de « Chargés de Sauvegarde Environnementale au niveau Régional » et déposé sous plis fermés, au Siège de l'Unité de Coordination des Projets (UCP), Quartier Coronthie, Commune de Kaloum, au plus tard le 15 novembre 2024 à 10 h 30 mn. A l'attention de Monsieur le Coordonnateur National du Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC).

Téléphones : (+224) 626 963 888 ou 626 963 890.

Les candidatures électroniques ne sont pas autorisées.



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTERE DE LA SANTE  
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION  
DES PROGRAMMES (UAGCP)

**Avis d'Appel d'Offres Ouvert National (AAOON)**  
FOURNITURE DES EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE DANS LE  
CADRE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES DU LABORATOIRE  
NATIONAL DE CONTROLE DE QUALITE DES MEDICAMENTS EN  
GUINEE (RELANCE)  
**N° 041-2024-F-AOON-FM -UAGCP**

1. Cet Avis d'appel d'offres n'a pas fait suite l'objet d'un avis de pré information.
2. Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a obtenu des financements du Fonds Mondial et compte en utiliser une partie pour l'acquisition des équipements de laboratoire dans le cadre du renforcement des capacités du laboratoire national de contrôle de qualité des médicaments en GUINEE.
3. Ce marché est reparti en lot unique.
4. Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications dans le dossier d'appel d'offres.
5. La participation à cet appel d'offres ouvert aux fournisseurs disposants d'un agrément de fourniture des équipements, produits pharmaceutiques et de laboratoires du Ministère de Santé et de l'Hygiène Publique de la république de Guinée ou équivalent et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.
6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION DES PROGRAMMES (UAGCP) à l'adresse mail suivante : tenders.uagcp@gmail.com ; cc : mickacamarara1@yahoo.fr , mmuteba@2ac.fr, adiarre@uagcp-guinee.org.

L'autorité contractante répondra par écrit à toutes les demandes de clarifications reçue jusqu'au 11/11/2024 à minuit.

L'aperçu complet de toutes les questions et réponses sera adressé à tous les soumissionnaires ayant retirés le DAO au plus tard 12/11/2024.

7. Les exigences en matière de qualifications sont dans le paragraphe « Données particulières de l'appel d'offres ».
8. Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.
9. Le DAO peut être retiré par les candidats soumissionnaires, à partir du 29/10//2024 au service de passation des marchés de l'UAGCP, sis au 3e étage de l'immeuble Palm résidence Camayenne, corniche nord, à côté de la clinique Ambroise paré, sur présentation d'un bordereau de versement de cinq cent mille (500 000) Francs Guinéens non remboursables payé sur le compte N° 7308051305/GNF, intitulée « COMPTE OPERATIONNEL FONDS MONDIAL UAGCP », ouvert à ECOBANK.
10. Le critère d'attribution du marché est le prix, conformément aux procédures décrites dans le Dossier d'appel d'offres en respect du code régissant les marchés publics de Guinée.
11. Les offres établies en langue française en quatre exemplaires dont un (1) original ayant la mention « ORIGINAL » et trois (3) copies ayant la mention « COPIE » doivent être déposées auprès du Service de Passation des marchés de l'UAGCP sis au 3ème étage de l'immeuble Palm Résidence Camayenne, corniche nord de Dixinn, à côté de la clinique Ambroise Paré, au plus tard le 29/11/2024 à 11H00 précises, heure locale.

Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront jugées non recevables et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

Les offres seront ouvertes à huit-clos le 29/11/2024 à 11h 30.

12. L'offre doit comprendre une garantie de soumission bancaire CONFORME au modèle repris en annexe du présent DAO sous peine d'être éliminé, d'un montant de Dix millions (10 000 000 GNF) francs guinéens ;  
NB : Les garanties de soumission émises par les compagnies d'assurances, institution de micro finance ou encore des chèques certifiés ne seront pas acceptés.
13. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 180 jours à compter de la date limite de soumission c'est à dire le 28/05/2025.
14. Les garanties des offres devront demeurer valides pendant 28 jours après la date d'expiration de la période de validité de l'offre soit 208 jours à compter de la date limite de soumission 29/11/2024 (c'est à dire le 25/06/2025).
15. La législation régissant l'appel d'offres est la législation Guinéenne.

Fait à Conakry, le 25 octobre 2024

Pour l'Autorité Contractante empêchée





**REPUBLIQUE DE GUINEE**  
Travail - Justice – Solidarité



**MINISTERE DE LA SANTE**  
**UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION**  
**DES PROGRAMMES (UAGCP)**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES N°40/2024/S/AON/FM/UAGCP**

**RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE POUR ASSURER LES SERVICES DE GARDIENNAGE DES UNITES DE TRAITEMENT DES DECHETS BIOMEDICAUX (SITES D'INCINERATION) ET DES CENTRALES A OXYGENE DANS LES HUIT (8) REGIONES SANITAIRES**

1. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, lance un appel d'offres national N°40/2024/S/AON/FM/UAGCP relatif au recrutement d'une entreprise pour assurer les services de gardiennage des unités de traitement des déchets biomédicaux (sites d'incinération des déchets) et des centrales à oxygène dans les huit (8) régions sanitaires de Conakry, Boké, Kindia, Labé, Mamou, Kankan, Faranah et N'Zérékoré.
2. Le marché à concourir est reparti en 8 lots comme suit  
Lot 1 : Conakry,  
Lot 2 : Boké  
Lot 3 : Kindia  
Lot 4 : Labé  
Lot 5 : Mamou  
Lot 6 : Kankan  
Lot 7 : Faranah  
Lot 8 : N'Zérékoré  
A noter que les régions sanitaires de Labé, Kankan et N'Zérékoré abritent chacune deux sites.

3. Les soumissionnaires sont libres de soumissionner pour un ou tous les lots. Cependant, l'entreprise doit être opérationnel dans la (les) région (s) pour lesquelles elle postule.

4. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour ce marché.

5. Le délai d'exécution est de 1 an renouvelable sous condition d'évaluation positive par l'autorité contractante et suivant la disponibilité de financement. Le déploiement du prestataire sur chaque site fera objet d'un ordre de service.

6. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics guinéens concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

7. Le DAO peut être retiré gratuitement à partir du 30/10/2024, au service de Passation de Marchés de l'UAGCP, au 3e étage de l'immeuble Palm Résidence Camayenne, corniche nord, à côté de la clinique Ambroise Paré.

8. Les Candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations par mail auprès :

Contact Email : tenders.uagcp@gmail.com du lundi au vendredi entre 8 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes TU.

Les demandes de clarifications doivent être reçues avant le 11/11/2024 à minuit.

L'aperçu complet de toutes les questions et réponses sera adressé à tous les candidats ayant retiré le DAO au plus tard 13/11/2024.

9. Les exigences en matière de qualification sont : (Voir les termes de référence).

10. Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.

11. Les offres vont être rédigées en langue française et devront être déposées (physiquement) en deux (02) exemplaires dont un (01) original et une (1) copie au plus tard le mercredi 20/11/2024 à 11H00 GMT à l'adresse ci-après : sis au 3e étage de l'immeuble PALM RESIDENCE CAMAYENNE, sis sur la corniche nord de Camayenne, près de la clinique Ambroise Paré dans la commune de Dixinn.

12. Les offres seront ouvertes le même jour à 11H30 GMT en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, à l'adresse indiquée ci-haut.

13. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission, soit jusqu'au 20/03/2025 au plus tôt sous peine d'être éliminé.

14. Les offres tardives seront jugées non recevables et ne seront pas ouvertes.

15. La législation régissant l'appel d'offres est la législation Guinéenne.

NB: CLAUSE SUSPENSIVE - " Il sied de signaler que l'attribution du présent marché, de même que la contractualisation sont subordonnées à la validation du financement par le Bailleur de fonds. En cas de non-validation du financement, l'Autorité contractante se réserve le droit d'annuler la procédure en vertu des dispositions de l'article 82 du code des marchés publics "

Fait à Conakry, le 25 octobre 2024

Pour l'Autorité Contractante empêchée  
**M Gaspard LOUA**  
Responsable Portefeuille




**REPUBLIQUE DE GUINEE**  
Travail - Justice – Solidarité



**MINISTERE DE LA SANTE**  
**UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION**  
**DES PROGRAMMES (UAGCP)**

**AVIS D'APPEL A PROPOSITIONS**  
**N°039/2024/SI/AON/GAVI/UAGCP**

**RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'EVALUATION POST-CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION DE SUIVI CONTRE LA ROUGEOLE EN GUINEE EN 2024**

1. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, lance, pour le compte du PEV, un Appel à propositions N° N°035/2024/SI/AON/GAVI/UAGCP relatif au Recrutement d'un cabinet pour l'évaluation post-campagne nationale de vaccination de suivi contre la rougeole en Guinée en 2024.
2. Le marché à concourir est constitué d'un lot unique.
3. L'Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour le présent marché.
4. Les variantes ne seront pas prises en considération
5. Le délai d'exécution de ce marché est de 40 jours calendaire.
6. La participation à cet appel à propositions tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics guinéens concerne tous les candidats éligibles (personnes morales) et remplissant les conditions définies dans la Demande des propositions (DP) et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.
7. La DP peut être retirée par les candidats à partir du 30/10/2024 au Service de Passation de Marchés de l'UAGCP, sis au 3ème étage de l'immeuble Palm résidence Camayenne, corniche nord, à côté de la clinique Ambroise paré, sur présentation d'un bordereau de versement de cinq cent mille (500 000) Francs Guinéens non remboursables payé sur le compte N° 7308051300/GNF, intitulée « COMPTE OPERATIONNEL GAVI UAGCP », ouvert à ECOBANK.
8. Les Candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations par mail auprès :
9. Contact Email : tenders.uagcp@gmail.com cc : mickacamara1@yahoo.fr , mmuteba@2ac.fr, adiarre@uagcp-guinee.org du lundi au vendredi de 8 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes TU.

Les demandes de clarifications doivent être reçues avant le 11/11/2024 à minuit.

L'aperçu complet de toutes les questions et réponses sera adressé à tous les candidats ayant retiré la DP au plus tard 13/11/2024.

9. Les exigences en matière de qualification sont : (Voir les termes de référence).

10. Le présent appel à propositions fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.

11. Les propositions vont être rédigées en langue française et devront être déposées physiquement en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copie au plus tard le mercredi 20/11/2024 à 14H00 GMT à l'adresse ci-après : sis au 3e étage de l'immeuble PALM RESIDENCE CAMAYENNE, sis sur la corniche nord de Camayenne, près de la clinique Ambroise Paré dans la commune de Dixinn.

12. Les propositions déposées en retard ne seront pas acceptées.

13. Les propositions techniques seront ouvertes le même jour à 14H 30 GMT à huis-clos à l'adresse sus-indiquée.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission soit jusqu'au 26/03/2025.

Le cabinet sera choisi par la méthode de sélection fondée sur la qualité technique et le coût, conformément aux procédures décrites dans le dossier de demande de proposition en respect du code régissant les marchés publics de Guinée.

La note technique minimale T(s) requise pour la qualification du cabinet est de 75/100 points. Seuls les soumissionnaires dont les offres ont obtenu le minimum requis à l'évaluation technique, seront invités à l'ouverture publique de leurs offres financières.

**NOTE IMPORTANTE SUR LA PRESENTATION DES PROPOSITIONS**

Conformément au point 13.3 des Instructions aux consultants, il est attiré l'attention sur le strict respect des dispositions ci-après :

1. Les Consultants doivent placer l'original et UNE copie de la Proposition technique dans une enveloppe (avec mention de la raison sociale, de l'objet du marché et de l'adresse du candidat) portant clairement la mention « Proposition technique », qu'ils ferment.
  2. De même, l'original et UNE copie de la Proposition financière, sont placés dans une enveloppe fermée portant clairement la mention « Proposition financière » suivie du nom de la mission, et de l'avertissement « Ne pas ouvrir en même temps que la proposition technique ».
  3. Les Consultants placent ensuite ces deux enveloppes dans une même enveloppe fermée extérieure portant l'adresse de soumission, le numéro de référence, ainsi que la mention « À ouvrir uniquement par la commission de passation des marchés de l'autorité CONTRACTANTE ».
- Une proposition financière qui n'est pas présentée dans une enveloppe séparée portant les mentions stipulées ci-dessus entraîne immédiatement le rejet de toute l'offre.

Fait à Conakry, le 25 octobre 2024

Pour l'Autorité Contractante empêchée  
**M Gaspard LOUA**  
Responsable Portefeuille





REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice – Solidarité



MINISTERE DE LA SANTE  
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION  
DES PROGRAMMES (UAGCP)

### AVIS DE COMMUNICATION D'INFORMATION

**SELECTION D'UNE SOCIETE DE MAINTENANCE PRE-VENTIVE ET CURATIVE DES REFRIGERATEURS SOLAIRES ET DES CHAMBRES FROIDES DEDIEES A LA CONSERVATION DES VACCINS DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (PEV)**

REFERENCE: N°036/2024/F/AON/GAVI/UAGCP

L'Autorité Contractante,

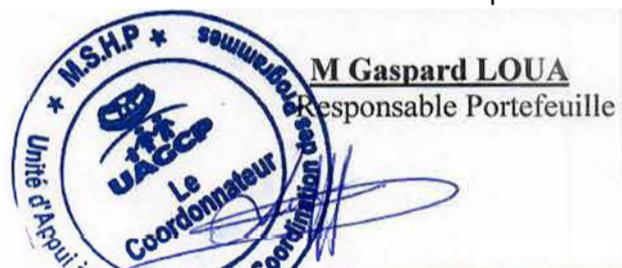
Faisant suite à la publication de l'avis d'appel d'offres du marché référencé en objet le 14 octobre 2024,

porte à la connaissance du public qu'une visite facultative des chambres froides du PEV est organisée le vendredi 01/11/2024 à 10h00 à la base logistique du PEV sise à la Pharmaguinée, commune de Dixinn. Cette visite sera suivie d'une réunion d'informations afin de permettre aux candidats d'exposer des questions et/ou suggestions sur les services attendus.

Personne de contact : Dr Baldé, Tel : 624 61 37 28

Fait à Conakry, le 25 octobre 2024

Pour l'Autorité Contractante empêché



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail-Justice-Solidarité



### MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION (MATD)

SERVICE NATIONAL D'AMENAGEMENT DES POINTS D'EAU  
(SNAPE)

PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS  
LES PREFECTURES DE NZEREKORE, LOLA ET YOMOU  
(PAEPA / NLY / 2 GUI 1007)

Financement : Banque Islamique de Développement (BIsD) et Gouvernement Guinéen  
APPEL A MANIFESTATION D'INTERET  
(SERVICES DE CONSULTANTS)

"RECRUTEMENT D'UN CABINET DE FORMATION EN CONCEPTION DES SYSTEMES D'EAU POTABLE ET GESTION DES BASES DE DONNEES (EXCEL AVANCE)"

Juin 2024

APPEL À MANIFESTATION D'INTERET  
(SERVICES DE CONSULTANTS – SELECTION DE FIRMES)

République de Guinée

PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS  
LES PREFECTURES DE NZEREKORE – LOLA - YOMOU (PAEPA - NLY)

SECTEUR : EAU ET ASSAINISSEMENT  
SERVICES DE CONSULTANTS

Mode de financement : QARD HASSAN et ISTISNA'A

N° de Financement : 2 GUI 1007

Le Gouvernement de la République a reçu un financement de la Banque Islamique de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement dans les préfectures de Nzérékoré-Lola-Yomou (PAEPA-NLY), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer des services de consultant.

Les services comprennent la formation de 11 cadres du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) et de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) en conception des systèmes d'eau potable et gestion des bases de données, la proposition d'un plan de formation, l'élaboration des modules de formation et la production d'un rapport détaillé de la formation accompagné d'images numériques de réalisation des activités. La date prévue de démarrage est le 14 janvier 2025.

Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles à l'adresse ci-dessous :

Le Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) invite les bureaux de Consultants « Consultants » éligibles à manifester leur intérêt en vue de fournir les services ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des renseignements spécifiques démontrant qu'ils sont pleinement qualifiés pour réaliser les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des conditions comparables, disponibilité de compétences adéquates parmi leur personnel, etc.).

Les critères d'établissement de la liste restreinte sont : avoir une expérience générale d'au moins 10 ans dans la formation des cadres, dont cinq (05) ans d'expériences de formations prouvées en conception des systèmes d'eau potable et gestion des bases de données et deux (02) expériences de formations financées par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au cours des dix (10) dernières années (2014-2023)). Le cabinet doit démontrer sa capacité technique et managériale à accomplir la mission ou les tâches qui lui seront assignées conformément aux TDR. Les Personnels-clés ne feront pas l'objet d'évaluation au stade de l'établissement de la liste restreinte.

Les Consultants intéressés sont invités à prendre connaissance des Clauses 1.23 et 1.24 des Directives sur l'acquisition des Services de Consultants dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement (les « Directives ») définissant les règles de la BIsD concernant les conflits d'intérêt.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes afin de renforcer leurs qualifications en indiquant clairement le type d'association, c'est-à-dire un groupement de consultants, ou une intention de sous-traitance. Dans le cas de groupement, tous les partenaires du groupement seront conjointement et solidairement responsables pour la totalité du contrat, en cas d'attribution.

La sélection se fera en conformité avec la méthode de Sélection Basée sur la Qualification et le Coût (SBQC) stipulée dans les Directives.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations additionnelles à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux indiquées : 8 h 30 à 16 h 30, heure locale.

Les manifestations d'intérêt sous forme écrite doivent être déposées en personne à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le, 15 juillet 2024 à 11 heures 30 minutes.

Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) p/c Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement dans les préfectures de Nzérékoré, Lola et Yomou (PAEPA-NLY).

À l'attention : Monsieur Adama Telly BALDE Coordonnateur du Projet  
sise au SNAPE, B.P : 2064 CONAKRY Commune de Kaloum, Quartier Almamyia  
Tel : 00224 628 52 71 02 / 00224 622 31 92 99  
Courriel: tellybalde66@gmail.com; namorydioumessy@gmail.com

LE DIRECTEUR GENERAL



Aladij Fodé KABA



ELECTRICITE  
DE GUINEE

Avec le Compteur  
Prépayé,

vous payez ce que  
vous consommez !



© More and More

24h/7J

Centre Service Client  
626 111 111



REPUBLIQUE DE GUINEE  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE



PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE GUINEENNE ET DE  
L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE DES JEUNES (PATAG- EAJ)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
SERVICES DE CONSULTANT (FIRME)  
AMI /N°15/PATAG-EAJ/2024

RELATIF A LA SELECTION D'UN CABINET POUR L'AUDIT DES COMPTES DU PROJET D'APPUI A  
LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE GUINEENNE ET DE L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE  
DES JEUNES EXERCICES 2024 -2025

**SECTEUR : AGRICULTURE**

Référence de l'accord de financement :

N° du PRET : 5900150002251

N° du DON : 5900155014554

N° d'identification du projet : P-GN-A00-004

Date de l'avis : 28 Octobre 2024

Financement : Banque Africaine de Développement

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a sollicité et obtenu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement sous forme de don et prêt afin de couvrir le coût du Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de l'Entrepreneuriat Agricole des Jeunes (PATAG- EAJ), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de services de consultant pour la réalisation de l'audit comptable et financier du projet pour les exercices 2024-2025.

2. Les objectifs généraux de l'audit des états financiers sont les suivants :

- Obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas dans l'ensemble d'inexactitudes significatives - qu'elles soient dues à des fraudes ou à des erreurs - permettant ainsi à l'auditeur d'exprimer une opinion sur le fait que les états financiers ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel d'information financière en vigueur ;
- et établir un rapport sur les états financiers et le communiquer comme l'exigent les normes internationales, en se basant sur ses conclusions.
- Les livres comptables du projet offrent à la cellule d'exécution du projet, une base pour l'établissement des états financiers du projet qui rendent compte des transactions financières effectuées dans le cadre du projet.

3. L'audit comptable et financier du projet concerne les exercices 2024-2025 et s'exécutera sur une période de 30 jours par exercices à partir de la réunion de lancement

4. La Coordination du Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de l'Entrepreneuriat Agricole des Jeunes (PATAG- EAJ) invite les firmes de Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les firmes de consultants intéressées doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'elles sont qualifiées pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Pour les références, les consultants devront présenter les informations suivantes : le nom et le descriptif de la mission, le pays où a été exécutée la mission, le nom du client, la date et la durée de la mission, le montant du contrat et la source de financement. Chaque mission similaire ne sera prise en compte que si le consultant fournit les justificatifs relatifs à sa réalisation, tels que les attestations de service fait délivrées par le Client. Le personnel-clé ne sera pas évalué au stade de la liste restreinte.

5. Les Firmes de Consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. et chaque firme de consultant ou chaque membre d'un groupement de consultants devra joindre à son dossier une attestation d'inscription à un Ordre d'Experts Comptables Agréé national ou régional, en cours de validité

6. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés des opérations financées par le Groupe de la Banque d'octobre 2015 », qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. La procédure de sélection sera la méthode de sélection au moindre coût (SMC)

7. La liste restreinte des firmes éligibles sera établie sur la base du nombre de références de missions similaires dans l'audit financier et comptable des projets de développement financés par les partenaires techniques et financiers (BAD, BM, BID, FIDA, UE, AFD, BADEA ect. En cas d'égalité au niveau des scores, priorité sera accordée à la firme qui détient le plus d'expériences similaires dans les projets financés par la Banque Africaine de Développement. Il est à noter que l'intérêt manifesté par une Firme de Consultants n'implique aucune obligation de la part du Projet de l'inclure sur la liste restreinte

8. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires notamment les Termes de référence de la mission à l'adresse mentionnée ci-dessous. Siège de la Coordination du projet, sis au Quartier Kipé Centre Emetteur, Commune de Ratoma Transversal No2 en face de l'Immeuble Séta Motors, Conakry, République de Guinée Tel:+224 621 35 82 51/623 28 81 46 /657 17 92 99. E-mail : [batigou@yahoo.fr](mailto:batigou@yahoo.fr) [soulcam418@gmail.com](mailto:soulcam418@gmail.com), du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

9. Les candidatures doivent être transmises par voie électronique aux adresses [batigou@yahoo.fr](mailto:batigou@yahoo.fr), [soulcam418@gmail.com](mailto:soulcam418@gmail.com) ou déposées en version papier à l'adresse ci-dessous. Les expressions d'intérêt doivent porter expressément la mention « CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT DES COMPTES DU PROJET PATAG-EAJ EXERCICES 2024 ET 2025 » et doivent être déposées au plus tard le 18 Novembre 2024 A 10 heures à la Coordination du Projet, sis au Quartier Kipé Centre Emetteur, Commune de Ratoma Transversal No2 en face de l'Immeuble Séta Motors Conakry République de Guinée Tel:+224 621 35 82 51/623 28 81 46.

Le Coordinateur

*Atigou*





**IsDB**  
البنك الإسلامي للتنمية  
Islamic Development Bank



**BADEA**  
Arab Bank  
for Economic  
Development  
in Africa

Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz en Guinée (PDCVR)

## APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE/EXPERT DE LA CHAINE DE VALEURS DU RIZ

Date de début : 21 Octobre 2024 - Date de fin : 11 Novembre 2024

Le Gouvernement de la République de Guinée a signé des accords avec la Banque Islamique de Développement (BIO) pour 17,482 millions de dollars US et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) pour 9 millions de dollars US pour couvrir les coûts du Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz (PDCVR), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour effectuer les paiements au titre du Recrutement d'un Spécialiste/Expert de la chaîne de valeurs du riz.

Placé sous l'autorité du Coordonnateur national du projet, le Spécialiste/Expert de la chaîne de valeurs riz sera responsable de la réalisation des activités du projet relatives au développement de la filière riz, en collaboration avec les parties prenantes.

L'expert devra travailler en étroite collaboration avec les autres spécialistes du projet et les structures techniques des Ministères impliquées dans le Développement de la chaîne de valeurs du Riz, notamment l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) en Recherche/Développement, le Service National de Promotion et de Conseil Agricole (SERPROCA), et d'autres structures en partenariat avec le Projet, tel que le Centre international pour le développement des engrais (IFDC), le Centre du riz pour l'Afrique (Africarice) ainsi que des ONG évoluant dans le développement rural telle que la MGE, l'AGUISSA, etc.

### Tâches et responsabilités

Placé sous l'autorité hiérarchique du Coordonnateur National du Projet de Développement de la Chaîne de valeur du riz (PDCVR), le Spécialiste de la chaîne de valeurs du riz est chargé d'accomplir les tâches suivantes:

- Élaborer les notes de stratégies d'intervention du projet : stratégie de ciblage des bénéficiaires, emplois, commercialisation, transformation ;
- Contribuer à la conception technique et des approches et à leur vulgarisation pour le développement de la filière riz ;
- Développer des stratégies d'accroissement de la productivité au travers de la promotion des programmes d'adoption de paquets technologiques et de bonnes pratiques et d'accès au financement ;
- Travailler avec les partenaires à l'implémentation de programmes pour le renforcement des capacités du secteur privé, des organisations de producteurs et autres acteurs des chaînes de valeur ;
- Participer à la définition des objectifs et des échéanciers pour les activités des partenaires techniques et coordonner leur mise en œuvre ;
- Contribuer à la préparation du PTBA pour les volets valorisation des produits tout en dimensionnant d'une manière réaliste les résultats à atteindre ;
- Suivre les organisations de producteurs et collectivités encadrées par le projet ;
- Évaluer les groupements et structures formés et proposer des plans de leur renforcement des capacités
- Appuyer l'organisation de la commercialisation et initier des études de marchés, en concertation étroite avec les partenaires en appui à la filière Riz ;
- Gérer les processus d'identification des points d'entrées des niches pour l'implication des femmes et des jeunes dans la chaîne valeur Riz
- Animer et suivre la mise en œuvre des protocoles relatifs à la chaîne de valeur riz ;
- Communiquer sur les chaînes de valeur par des notes thématiques, l'organisation de rencontres de partage sur les approches et résultats du projet ;
- Affiner le modèle de business plan pour l'adapter aux capacités de gestion des cibles et promouvoir la croissance et la rentabilité des OPA et des Unités de transformation ;
- Suivre et évaluer la performance des organisations impliquées dans les programmes de production, de transformation et de commercialisation ;
- Assurer la synergie avec les appuis aux OPA pour garantir le développement et la viabilité des groupements de base et des coopératives/unions de commercialisation ;
- Piloter les plans d'action d'amélioration de la création de la valeur ajoutée le long de la chaîne de valeurs riz au bénéfice des acteurs économiques de la Chaîne ;
- Gérer les études et processus de préparation des plans de développement de la chaîne de valeur riz et, assurer la cohérence et la synchronisation des appuis/résultats des différents maillons dans les sous bassins du PDCVR ;
- Assurer la coordination et le suivi des activités de la composante développement des chaînes de valeur et identifier les facteurs de blocage éventuels à la réussite des activités et proposer des améliorations au Coordonnateur du PDCVR
- Améliorer le cadre d'activité des OP et Unités de transformation pour stimuler l'investissement privé et la délivrance de services par les acheteurs privés aux producteurs et transformateurs artisanaux ;
- Capitaliser les expériences et faciliter la collaboration du Projet PDCVR avec d'autres projets/programmes similaires dans la zone, notamment pour le stock,

- les équipements de transformation, la vente groupée-contractuelle, etc. ;
- Participer à l'élaboration des rapports périodiques d'avancement du projet ;
- Produire les rapports périodiques dans les délais impartis ;
- Exécuter toutes autres tâches en rapport avec l'atteinte des objectifs du projet ;
- Assister le coordonnateur dans le suivi d'exécution sectoriel.

### Qualifications et expériences

Les candidats intéressés doivent remplir les critères de qualifications suivants:

- Diplôme universitaire de niveau master/ingénieur (BAC+S) dans les domaines suivants : agronomie, agroéconomie, agri business ou un profil similaire avec qualifications et/ou expériences avérées dans le domaine rural ;
- Avoir occupé un poste similaire au moins pendant cinq (05) ans ;
- Avoir une expérience dans le renforcement du pouvoir économique des producteurs dans un contexte de développement ;
- Avoir une expérience dans le développement de l'agrobusiness, du marketing et/ou de la facilitation des approches de développement de chaîne de valeur ;
- Avoir une expérience dans la mobilisation des parties prenantes sous forme de partenariats et d'alliances, de coordination et de facilitation des processus de collaboration ;
- Une expérience antérieure dans la gestion de la chaîne de valeur du riz sera un atout supplémentaire ;
- Bonne connaissance de l'outil informatique (notamment les logiciels Microsoft Word, Microsoft Excel, PowerPoint, etc.) ;
- Bonnes compétences en communication orale et écrite en français sont également essentielles ;
- La maîtrise de l'anglais serait un atout supplémentaire.

### Qualités exigées

- Avoir une bonne capacité d'analyse, de rédaction et de synthèse ;
- Disposer d'une connaissance pratique avérée des outils d'animation en milieu rural ;
- Faire preuve d'un esprit d'initiative et de rigueur dans le traitement des dossiers ;
- Avoir une bonne aptitude dans le travail et en équipe pluridisciplinaire et sous pression ;
- Avoir de bonnes aptitudes physiques pour des missions et travaux de terrain et ;
- Savoir communiquer et faire preuve d'humilité vis-à-vis des bénéficiaires et des parties prenantes.

### Dossiers à fournir

Le dossier de candidature devra comporter une lettre de motivation, un Curriculum Vitae (préciser les coordonnées des employeurs précédents), les copies légalisées du ou des diplômes par les autorités compétentes (tribunal ou service de scolarité de l'Institution ayant délivré le diplôme) et les attestations de travail ou tout autre document faisant foi de l'expérience acquise.

Durée et lieu de la mission

Le contrat aura une durée initiale d'un (1) an renouvelable après une évaluation annuelle satisfaisante des performances et ce jusqu'à la fin du Projet. Le candidat retenu devra observer une période d'essai de six (6) mois au cours de la première année.

Le lieu de travail est Conakry avec des visites de terrain dans les préfectures d'intervention du projet.

Dossiers à fournir

Le dossier de candidature doit être adressé au Coordonnateur National du PDCVR Guinée et porter la mention « Recrutement d'un Spécialiste/Expert de la chaîne de valeurs du riz » puis déposé sous pli fermé au siège de l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse ci-dessous :

Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz (PDCVR)

Tel. : (+224) 622 62 25 83 / 621 36 17 83

Adresse : Kaporo Cité ; Groupe Scolaire le Flambeau Bloc B à 500 mètres de Prima Center - Commune de Ratoma - BP: 576 Conakry - Guinée

Ou par courrier électronique au plus tard le Vendredi 08 Novembre 2024 à 16 h 30 mn aux adresses suivantes: diallo.sek7@gmail.com/paulloua73@gmail.com

Fait à Conakry, le 15 Octobre 2024

Le Coordonnateur National  
Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz  
PDCVR  
Le Coordonnateur National  
Sékou DIALLO



**REPUBLIQUE DE GUINEE**  
Travail-Justice-Solidarité



**MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET  
DE LA DECENTRALISATION (MATD)**

**SERVICE NATIONAL D'AMENAGEMENT DES POINTS D'EAU (SNAPE)**

**PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT  
DANS LES PREFECTURES DE NZEREKORE, LOLA ET YOMOU  
(PAEPA / NLY / 2 GUI 1007)**

**Financement : Banque Islamique de Développement (BIsD) et Gouvernement  
Guinéen**

**APPEL A MANIFESTATION D'INTERÊT  
(SERVICES DE CONSULTANTS)**

**"RECRUTEMENT D'UN CABINET DE FORMATION EN GESTION ADMINISTRATIVE  
ET FINANCIERE DES PROJETS"**

**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
(SERVICES DE CONSULTANTS – SELECTION DE FIRMES)**

République de Guinée

**PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS  
LES PREFECTURES DE NZEREKORE – LOLA - YOMOU (PAEPA - NLY)**

**SECTEUR : EAU ET ASSAINISSEMENT  
SERVICES DE CONSULTANTS**

**Mode de financement : QARD HASSAN et ISTISNA'A**

N° de Financement : 2 GUI 1007

Le Gouvernement de la République a reçu un financement de la Banque Islamique de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement dans les préfectures de Nzérékoré-Lola-Yomou (PAEPA-NLY), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer des services de consultant.

Les services comprennent la formation de 15 cadres du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) et de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) en gestion administrative et financière des projets, la proposition d'un plan de formation, l'élaboration des modules de formation et la production d'un rapport détaillé de la formation accompagné d'images numériques de réalisation des activités. La date prévue de démarrage est le 14 janvier 2025. Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles à l'adresse ci-dessous :

Le Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) invite les bureaux de Consultants « Consultants » éligibles à manifester leur intérêt en vue de fournir les services ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des renseignements spécifiques démontrant qu'ils sont pleinement qualifiés pour réaliser les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des conditions comparables, disponibilité de compétences adéquates parmi leur personnel, etc.).

Les critères d'établissement de la liste restreinte sont : avoir une expérience générale d'au moins 10 ans dans la formation des cadres, dont cinq (05) ans d'expériences de formations prouvées en gestion administrative et financière (entreprises, administration publique / para publique, projets, ONG, etc.) et deux (02) expériences de formations financées par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au cours des dix (10) dernières années (2014-2023)). Le cabinet doit démontrer sa capacité technique et managériale à accomplir la mission ou les tâches qui lui seront assignées conformément aux TDR. Les Personnels-clés ne feront pas l'objet d'évaluation au stade de l'établissement de la liste restreinte.

Les Consultants intéressés sont invités à prendre connaissance des Clauses 1.23 et 1.24 des Directives sur l'acquisition des Services de Consultants dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement (les « Directives ») définissant les règles de la BIsD concernant les conflits d'intérêt.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes afin de renforcer leurs qualifications en indiquant clairement le type d'association, c'est-à-dire un groupement de consultants, ou une intention de sous-traitance. Dans le cas de groupement, tous les partenaires du groupement seront conjointement et solidairement responsables pour la totalité du contrat, en cas d'attribution.

La sélection se fera en conformité avec la méthode de Sélection Basée sur la Qualification et le Coût (SBQC) stipulée dans les Directives.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations additionnelles à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux indiquées : 8 h 30 à 16 h 30, heure locale.

Les manifestations d'intérêt sous forme écrite doivent être déposées en personne à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le, 15 juillet 2024 à 11 heures 30 minutes.

Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) p/c Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement dans les préfectures de Nzérékoré, Lola et Yomou (PAEPA-NLY).

À l'attention : Monsieur Adama Telly BALDE Coordonnateur du Projet  
sise au SNAPE, B.P : 2064 CONAKRY Commune de Kaloum, Quartier Almamyia  
Tel : 00224 628 52 71 02 / 00224 622 31 92 99  
Courriel: tellybalde66@gmail.com; namorydioumessy@gmail.com

LE DIRECTEUR GENERAL



Aladji Fodé KABA



**REPUBLIQUE DE GUINEE**  
Travail-Justice-Solidarité



**MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET  
DE LA DECENTRALISATION (MATD)**

**SERVICE NATIONAL D'AMENAGEMENT DES POINTS D'EAU  
(SNAPE)**

**PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS  
LES PREFECTURES DE NZEREKORE, LOLA ET YOMOU  
(PAEPA / NLY / 2 GUI 1007)**

**Financement : Banque Islamique de Développement (BIsD) et Gouvernement Guinéen**

**APPEL A MANIFESTATION D'INTERÊT  
(SERVICES DE CONSULTANTS)**

**"RECRUTEMENT D'UN CABINET DE FORMATION EN PLANIFICATION, SUIVI ET  
CONTRÔLE, GESTION AXEE SUR LES RESULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DES PROJETS"**

**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
(SERVICES DE CONSULTANTS – SELECTION DE FIRMES)**

Juin 2024

République de Guinée

**PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DANS  
LES PREFECTURES DE NZEREKORE – LOLA - YOMOU (PAEPA - NLY)**

**SECTEUR : EAU ET ASSAINISSEMENT  
SERVICES DE CONSULTANTS**

**Mode de financement : QARD HASSAN et ISTISNA'A**

N° de Financement : 2 GUI 1007

Le Gouvernement de la République a reçu un financement de la Banque Islamique de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement dans les préfectures de Nzérékoré-Lola-Yomou (PAEPA-NLY), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer des services de consultant.

Les services comprennent la formation de 15 cadres du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) et de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) en planification, suivi et contrôle, gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance, la proposition d'un plan de formation, l'élaboration des modules de formation et la production d'un rapport détaillé de la formation accompagné d'images numériques de réalisation des activités. La date prévue de démarrage est le 14 janvier 2025. Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles à l'adresse ci-dessous :

Le Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) invite les bureaux de Consultants « Consultants » éligibles à manifester leur intérêt en vue de fournir les services ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des renseignements spécifiques démontrant qu'ils sont pleinement qualifiés pour réaliser les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des conditions comparables, disponibilité de compétences adéquates parmi leur personnel, etc.).

Les critères d'établissement de la liste restreinte sont : avoir une expérience générale d'au moins 10 ans dans la formation des cadres, dont cinq (05) ans d'expériences de formations prouvées en planification, suivi et contrôle, gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance et deux (02) expériences de formations financées par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au cours des dix (10) dernières années (2014-2023)). Le cabinet doit démontrer sa capacité technique et managériale à accomplir la mission ou les tâches qui lui seront assignées conformément aux TDR. Les Personnels-clés ne feront pas l'objet d'évaluation au stade de l'établissement de la liste restreinte.

Les Consultants intéressés sont invités à prendre connaissance des Clauses 1.23 et 1.24 des Directives sur l'acquisition des Services de Consultants dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement (les « Directives ») définissant les règles de la BIsD concernant les conflits d'intérêt.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes afin de renforcer leurs qualifications en indiquant clairement le type d'association, c'est-à-dire un groupement de consultants, ou une intention de sous-traitance. Dans le cas de groupement, tous les partenaires du groupement seront conjointement et solidairement responsables pour la totalité du contrat, en cas d'attribution.

La sélection se fera en conformité avec la méthode de Sélection Basée sur la Qualification et le Coût (SBQC) stipulée dans les Directives.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations additionnelles à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux indiquées : 8 h 30 à 16 h 30, heure locale.

Les manifestations d'intérêt sous forme écrite doivent être déposées en personne à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le, 15 juillet 2024 à 11 heures 30 minutes.

Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE) p/c Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement dans les préfectures de Nzérékoré, Lola et Yomou (PAEPA-NLY).

À l'attention : Monsieur Adama Telly BALDE Coordonnateur du Projet  
sise au SNAPE, B.P : 2064 CONAKRY Commune de Kaloum, Quartier Almamyia  
Tel : 00224 628 52 71 02 / 00224 622 31 92 99  
Courriel: tellybalde66@gmail.com; namorydioumessy@gmail.com

LE DIRECTEUR GENERAL



Aladji Fodé KABA

## Transport en commun interurbain : une activité en nette amélioration



Notre constat porte sur le transport de voyageurs entre Labé et Conakry, en empruntant la RN5 qui traverse les préfectures de Pita, Dalaba et Mamou.

L'amélioration à laquelle nous faisons allusion fait référence au parc automobile dont la qualité se renforce. Elle concerne les marques de véhicules qui

roulent quotidiennement sur ce trajet. Il n'y a pas encore longtemps, ce sont des marques de taxis, bien connus de tous, qui assureraient le transport de personnes, sur cette route.

Aujourd'hui, ils ont presque, totalement disparu de la circulation, cédant la place à de nouvelles marques de véhicules, qu'on appelle

communément "berceau". Une dénomination amplement passée dans le langage courant.

Vous nous pardonnerez de ne pas citer les marques, pour éviter de verser dans la réclame gratuite ou le discrédit arbitraire de l'une ou l'autre, d'entre elles. Les familiers de cet axe routier savent bien de quoi il est

question. Deux marques de véhicules qui ont longtemps occupé la scène, dans le transport public de voyageurs chez nous, sont aujourd'hui, progressivement supplantées par d'autres, venues d'ailleurs. Un peu comme si un pays en remplace un autre.

Cette réalité ne résulte nullement d'une décision unilatérale des autorités compétentes. Elles n'ont point interféré dans ce choix. C'est plutôt du côté des acteurs qui interviennent dans le transport routier qu'est venue l'initiative de renouvellement du parc automobile destiné au transport de voyageurs.

Cette opération est bien appréciée par les populations. Les nouveaux véhicules sont des 4X4 de 6 et 9 places. Ils sont considérés comme étant plus spacieux et sécurisés que

ne l'étaient les anciens taxis. Des atouts à considérer comme assez convaincants, quand on prend en compte le désir très naturel de chaque passager, de voyager à son aise. Un autre argument bien "parlant" est celui de l'état actuel de la route entre Labé et Mamou qui est, de nos jours, fortement dégradé. Voilà qu'aujourd'hui, face à ces obstacles, l'attente de voir un parc automobile rajeuni qui confère plus de confort aux passagers est comblée. Des véhicules plus performants sont dédiés au transport interurbain des voyageurs.

A considérer cette réalité, on est tenté de conclure que la sécurité routière est renforcée, une fois pour toutes. Ce qui n'est assurément, pas le cas !

Guineenews

## Développement du Numérique : Lancement du Programme Huawei ICT Academy en Guinée

Huawei a officiellement lancé son Programme d'Académie des TIC ou Huawei ICT Academy en Guinée, en partenariat avec les Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi. Cet événement, qui s'est déroulé à Conakry ce 25 octobre 2024, représente une avancée significative dans la collaboration entre Huawei et le Gouvernement guinéen, visant à renforcer les compétences numériques du pays.

Lors de la cérémonie, Arnaud Wang, Directeur Général de Huawei Technologies Guinée, a souligné l'importance de cet investissement pour l'avenir numérique de la Guinée. Le Programme Huawei ICT Academy que nous lançons aujourd'hui est le résultat de notre engagement à former le talent guinéen. Elle propose des opportunités de formation avancée, des projets pratiques, des compétences reconnues à l'international, ainsi que des stages et des opportunités d'emploi pour la jeunesse guinéenne », a-t-il affirmé.



M. Wang a aussi mis en exergue la coopération entre la Chine et la Guinée, qualifiée de « mariage » par Son Excellence le Président de la République, le Général de Corps d'armées Mamadi Doumbouya, soulignant la profondeur de l'engagement mutuel qui s'est renforcé encore plus au cours de cette année, lors du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) 2024 à Pékin, en Chine.

« Nous vous invitons à explorer les vastes opportunités offertes par les Académies des TIC de Huawei et à collaborer avec nous pour façonner un avenir radieux pour la Guinée, notre « Paradis », une nation riche en talents et en innovation. » a-t-il conclu.

Le programme Huawei ICT Academy a pour objectif de former des jeunes dans des domaines stratégiques tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la gestion des réseaux. Au-delà de la formation technique, l'académie aspire à devenir un incubateur d'innovation, où les jeunes pourront développer des idées et concevoir des solutions numériques adaptées aux besoins du pays. Rose Pola Pricemou, Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique, a exprimé son enthousiasme en évoquant les récents succès des jeunes talents guinéens dans des compétitions internationales. « Avec cette académie, nous franchissons une nouvelle étape pour

donner à notre jeunesse les moyens de libérer son potentiel », a-t-elle déclaré. Elle a également appelé Huawei à continuer d'accompagner la Guinée dans la réalisation de projets ambitieux qui positionneront le pays comme un modèle de réussite en Afrique. S'adressant aux jeunes, Mme la Ministre les a exhorté à adhérer au changement en ces termes : « Chers jeunes, l'avenir de la Guinée est entre vos mains. Saisissez cette opportunité avec détermination. Formez-vous, innovez et devenez les leaders du changement que nous voulons tous voir émerger ».

Le lancement de l'Académie des TIC s'inscrit dans un engagement plus large du Gouvernement guinéen à digitaliser l'économie, notamment à travers le Programme Simandou 2040 qui vise à transformer la Guinée en une nation prospère et équitable.

En marge de cette cérémonie, des certificats et prix ont été remis aux représentants des Académies des

TIC de Huawei des Universités de Mamou et Labé, ainsi qu'aux participants du Programme Seeds for the Future ou Graines de l'Avenir 2024. Le lancement a également été immortalisé par la signature d'un Memorandum d'Entente entre Huawei et les trois Ministères partenaires, afin de formaliser cette collaboration stratégique.

A la suite de cette signature s'est tenu un panel de discussion avec pour thème : « Quel rôle les académies des TIC peuvent-elles jouer pour réduire la fracture numérique et favoriser l'égalité d'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication ? ».

Guineenews





ELECTRICITE  
DE GUINÉE



" Éteignez l'ampoule quand vous quittez la pièce " !

**" NE PAS GASPILLER LE COURANT,  
C'EST ÉCONOMISER DE L'ARGENT " !**

© More and More



Centre Service Client

**626 111 111**